

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Les déterminants du travail des enfants en Inde

par
Remtoulah Mamodaly Shayan

Département de science politique
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise ès Sciences (M. Sc.)
en Études internationales

Avril 2008

© Remtoulah Mamodaly Shayan, 2008



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
Les déterminants du travail des enfants en Inde

présenté par :
Remtoulah Mamodaly Shayan

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Martial Foucault
directeur de recherche

Philippe Faucher
membre du jury

Dominique Caouette
membre du jury

RÉSUMÉ

Près de 100 millions d'enfants sont aujourd'hui exploités en Inde. La plupart de ces enfants travaillent en milieu rural et plus spécifiquement dans l'agriculture. De nombreux auteurs citent la pauvreté comme principal cause de cette exploitation. Ces études négligent pourtant le rôle des déterminants socioculturels et politiques. L'objectif de ce mémoire est donc de déterminer quels sont les facteurs qui influencent réellement le travail des enfants.

Ainsi, grâce à une technique économétrique de régression multivariée appliquée aux différents États indiens, on remarque que la pauvreté n'exerce qu'une influence marginale secondaire sur le travail des enfants. L'éducation des parents apparaît ainsi comme le déterminant principal du travail infantile. En effet, l'alphabétisation permet de lutter contre les préjugés qui existent sur les méfaits de l'éducation, le statut inférieur de la femme et des intouchables. La ségrégation basée sur le système de caste accentue également le problème. Son influence est cependant limitée au milieu rural ainsi qu'au travail des garçons.

Mot clés : travail des enfants, Inde, déterminants, pauvreté, caste, économétrie, discrimination, rural, théorie de la modernisation, théorie de la dépendance

ABSTRACT

Today, nearly 100 million children are exploited in India. Most of these children work in rural environments, more specifically in agriculture. Many researchers attribute the principle cause of child labour to poverty. However, these studies undermine the role of socio-cultural and political determinants.

The objective of this thesis is to determine the factors that really affect child labour. Econometric analyses of multiple regressions in the Indian states have shown that poverty has a marginal effect on child labour. The primary cause of child labour is parents' level of education. Indeed, literacy allows fighting against prejudices like the role of education, inferiority of girls and dalits. Segregation based on the caste system also plays an important role in child labour, particularly in rural areas and among boys. We noticed that the effects of the caste system fade out in urban areas.

Keywords: Child labour, India, determinants, poverty, caste, econometric, discrimination, rural, modernisation theory, dependency theory

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	x
REMERCIEMENTS	xii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE DU TRAVAIL DES ENFANTS EN INDE....	8
1.1 Les politiques économiques de développement de l'Inde.....	11
1.1.1 1950-1970 : Un modèle mixte de développement : socialisme et industrialisation par substitutions aux importations.....	11
1.1.2 1980-2000 : L'endettement du pays et l'adoption de politiques libérales.....	12
1.2 La situation du travail des enfants en Inde.....	14
1.2.1 Portrait de l'exploitation infantile.....	14
1.2.2 Les formes de travail des enfants.....	16
1.2.3 Les conditions de travail.....	22
1.3 Les mesures mises en place par le gouvernement pour faire respecter le droit des enfants en Inde.....	26
1.3.1 La mise en place d'une législation nationale.....	26
1.3.2 L'adoption de conventions internationales.....	28
1.3.3 Les limites du Droit.....	29
CHAPITRE 2 : ÉTAT DE LA QUESTION.....	32
2.1 Cadre théorique.....	32

2.1.1 L'école de la modernisation.....	32
2.1.2 L'école de la dépendance.....	34
2.2 État de la question.....	36
2.2.1 Les déterminants économiques.....	36
2.2.2 Les déterminants socioculturels.....	41
2.3 Hypothèses.....	45
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE.....	51
3.1 Présentation des données.....	51
3.2 Méthode quantitative utilisée.....	54
3.3 Variables.....	55
3.3.1 Variable dépendante.....	55
3.3.2 Variables indépendantes.....	57
3.4 L'équation de régression.....	62
CHAPITRE 4 : RÉSULTATS.....	65
4.1 L'influence de différentes variables sur l'absentéisme scolaire.....	65
4.1.1 Modèle naïf.....	65
4.1.2 Modèle complet.....	70
4.1.3 Modèle partiel.....	73
4.1.4 Modèle alternatif.....	75
4.2 L'absentéisme scolaire selon le sexe.....	76
4.2.1 L'absentéisme scolaire masculin.....	77
4.2.2 Absentéisme scolaire féminin.....	77
4.3 L'absentéisme scolaire selon le milieu de vie.....	78
4.3.1 L'absentéisme scolaire en milieu urbain.....	79
4.3.2 Absentéisme scolaire en milieu rural.....	80
CONCLUSION.....	82
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	xiii

ANNEXE 1 – Absentéisme scolaire chez les 6-13 ans.....	xviii
ANNEXE 2 – Présentation des variables utilisés dans l'analyse de régression (1).....	xix
ANNEXE 3 – Présentation des variables utilisés dans l'analyse de régression (2).....	xx
ANNEXE 4 – Résumé statistique des variables utilisées.....	xxi

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1. La distribution des enfants travailleurs par secteur économique (selon le recensement indien de 1981).....	17
TABLEAU 2. Synthèse des effets attendus pour chaque variable.....	64
TABLEAU 3. Résultats de l'analyse de régression pour le modèle naïf.....	66
TABLEAU 4. Résultats de l'analyse de régression pour les modèles complets et partiels.....	70
TABLEAU 5. Résultats de l'analyse de régression pour le modèle alternatif..	74
TABLEAU 6. Résultats de l'analyse de régression pour l'absentéisme scolaire selon le sexe.....	76
TABLEAU 7. Résultats de l'analyse de régression pour l'absentéisme scolaire selon le milieu de vie.....	79

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1. Pourcentage des enfants travailleurs et des enfants effectuant un travail dangereux selon le sexe et l'âge en 2004.....	3
---	---

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BIT	Bureau international du Travail
BJP	Bharatiya Janata Party
ECPAT	End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of children for sexual purposes
FMI	Fonds Monétaire International
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences
UNICEF	United Nations Children's Fund
VIH	Virus d'immunodéficience humaine

*À ma famille
Aux sourires des enfants*

Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit ?
 Ces doux êtres pensifs, que la fièvre maigrit ?
 Ces filles de huit ans qu'on voit cheminer seules ?
 Ils s'en vont travailler quinze heures sous les meules ;
 Ils vont, de l'aube au soir, faire éternellement
 Dans la même prison le même mouvement.
 Accroupis sous les dents d'une machine sombre,
 Monstre hideux qui mâche on ne sait quoi dans l'ombre,
 Innocents dans un baigne, anges dans un enfer,
 Ils travaillent. Tout est d'airain, tout est de fer.
 Jamais on ne s'arrête et jamais on ne joue.
 Aussi quelle pâleur ! La cendre est sur leur joue.
 Il fait à peine jour, ils sont déjà bien las.
 Ils ne comprennent rien à leur destin hélas !
 Ils semblent dire à Dieu : " Petits comme nous sommes,
 Notre père, voyez ce que nous font les hommes ! "
 Ô servitude infâme imposée à l'enfant !
 Rachitisme ! travail dont le souffle étouffant
 Défait ce qu'a fait Dieu ; qui tue, oeuvre insensée,
 La beauté sur les fronts, dans les coeurs la pensée,
 Et qui ferait -c'est là son fruit le plus certain !-
 D'Apollon un bossu, de Voltaire un crétin !
 Travail mauvais qui prend l'âge tendre en sa serre,
 Qui produit la richesse en créant la misère,
 Qui se sert d'un enfant ainsi que d'un outil !
 Progrès dont on se demande : " Où va-t-il ? Que veut-il ? "
 Qui brise la jeunesse en fleur ! Qui donne, en somme,
 Une âme à la machine et la retire à l'homme !
 Que ce travail, haï des mères, soit maudit !
 Maudit comme le vice où l'on s'abâtardit,
 Maudit comme l'opprobre et comme le blasphème !
 Ô Dieu ! Qu'il soit maudit au nom du travail même,
 Au nom du vrai travail, saint, fécond, généreux,
 Qui fait le peuple libre, et qui rend l'homme heureux !

Victor Hugo, « Melancholia », 1838, *Les Contemplations*, 1856, livre III

REMERCIEMENTS

Je tiens à témoigner ma profonde gratitude à mon directeur de recherche, Martial Foucault, qui m'a soutenu et aidé dans le processus d'élaboration de ce mémoire. Je tiens à remercier également tous les professeurs qui m'ont guidé tout au long de mon parcours universitaire.

Je tiens aussi à présenter mes sincères remerciements au Bureau international des droits des enfants (BIDE). Le travail que j'ai accompli en tant que stagiaire au sein de leur équipe m'a permis de me familiariser plus en profondeur avec la problématique du Droit des enfants.

Enfin, ma pensée va à ma famille et à mes amis qui m'ont apporté tout le soutien dont j'avais besoin.

INTRODUCTION

Les recherches mettent souvent en perspective le rôle de la femme dans le développement ou encore celui de la démographie ou de l'environnement. On remarque cependant que l'enfant n'est souvent pas pris en considération. L'objectif de ce mémoire est donc d'analyser le phénomène du travail des enfants en Inde en s'intéressant plus particulièrement à mettre en exergue ses réels déterminants. Une approche empirique de régression multivariée basée sur la méthode des moindres carrées sera utilisée à partir d'une population de 32 États indiens pour l'année 2001. En effet, différents auteurs comme Basu et Van (1998), Kanbargi (1988) ou Gulrajani (1996) tentent de montrer la relation qui existe entre la pauvreté et l'exploitation infantile. Ceux-ci négligent cependant différents facteurs comme la dimension socioculturelle ou politique. De plus, ils ne font pas la différence entre le travail des filles et des garçons ainsi que le travail en milieu rural et en milieu urbain.

Le problème du travail des enfants avait attiré l'attention du monde lorsque les médias avaient décidé de dévoiler au public le « scandale Nike» suite à la Coupe du Monde de Football en 1994¹. Ce phénomène n'est pourtant pas récent et il a toujours existé dans nos sociétés. Ainsi, dans la littérature du 19^{ème} siècle, des auteurs comme Charles Dickens, Victor Hugo ou encore Émile Zola critiquaient dans leurs ouvrages cette pratique. Karl Marx, dans son

¹ Farid Baddache, *Entreprises et ONG face au développement durable, l'innovation par la coopération* (Paris : L'Harmattan, 2004)

manifeste du Parti communiste fut l'un des premiers à préconiser une « éducation publique et gratuite de tous les enfants, l'abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. La coordination de l'éducation avec la production matérielle². »

Alors que la reconnaissance d'un droit international des enfants remonte au lendemain de la Première Guerre mondiale avec l'adoption en 1924 de la Déclaration de Genève par la Société des Nations³, on se rend compte aujourd'hui que le droit n'a pas réussi à endiguer le problème de l'exploitation infantile. Le Bureau international du Travail estime ainsi en 2004 à 218 millions le nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans astreints à un travail⁴. La même étude estime à 126 millions le nombre d'enfants effectuant des tâches dangereuses. Ce chiffre a néanmoins baissé de 11% depuis l'an 2000⁵.

Selon les données statistiques de l'UNICEF, 61% de ces enfants sont Asiatiques, 32% sont Africains, 7% sont Latino-américains et 5% travaillent dans les pays riches⁶. La figure 1 montre que le taux d'exploitation des filles et des garçons est presque le même chez les moins de 11 ans. On observe cependant qu'entre 12 et 17 ans, la part de garçons exploités est plus importante. La majorité de ces enfants se retrouve dans le secteur primaire. En

² Karl Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste* (Paris : Flammarion, 1998).

³ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999).

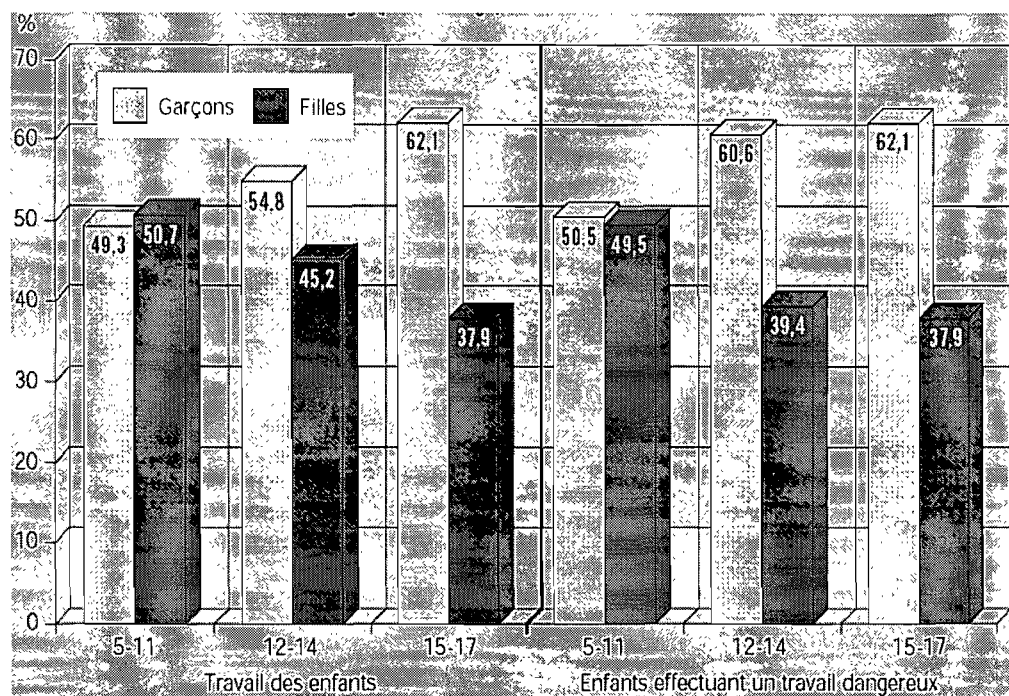
⁴ Bureau international du Travail, *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée* (Genève, 2006)

⁵ Ibid.

⁶ UNICEF, *The State of the World's Children 2007* (Oxford : Oxford University Press, 2007)

effet, 69% de ceux-ci travaillent dans l'agriculture, 9% dans l'industrie et 22% dans les services⁷.

FIGURE 1. Pourcentage des enfants travailleurs et des enfants effectuant un travail dangereux selon le sexe et l'âge en 2004



Source : BIT: *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée*, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail 2006 (Genève, 2006)

La déclaration des Droits de l'enfant de 1959 précise pourtant que l'enfant ne «doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou son éducation, ou qui entrave son développement physique, mentale, ou morale⁸». L'OIT définit plus précisément le travail des enfants comme :

⁷ Bureau international du Travail, *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée* (Genève, 2006)

⁸ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999).

N'importe quelle activité économique entreprise par un enfant âgé de moins de 12 ans, n'importe quel travail non « léger⁹ » entrepris par un enfant de 12 à 15 ans prenant plus que quelques heures par semaine, n'importe quel travail classé « dangereux¹⁰ » entrepris par un jeune de 15 à 18 ans¹¹.

Dans la langue anglaise, la différence est clairement faite entre « Child work » et « Child labour ». La première relève d'un travail qui n'entrave pas l'éducation et qui peut être bénéfique au développement de l'enfant tandis que la seconde fait référence à l'exploitation. Dans son rapport de 1997 sur la situation des enfants dans le monde, l'UNICEF essaie d'éclaircir cette distinction. Ainsi, l'UNICEF considère que le travail des enfants relève de l'exploitation s'il implique :

Un travail à temps plein à un âge trop précoce ; trop d'heures consacrées au travail ; des travaux qui exercent des contraintes physiques, sociales ou psychologiques excessives ; une rémunération insuffisante ; l'imposition d'une responsabilité abusive ; un emploi qui entrave l'accès à l'éducation ; des atteintes à la dignité ou au respect de soi des enfants et enfin un travail qui ne facilite pas l'épanouissement social et psychologique complet de l'enfant¹².

Cette définition est complétée par les répercussions que l'exploitation peut avoir sur le développement de l'enfant à savoir des conséquences sur :

Le développement physique notamment l'état de santé général, la coordination, la force, la vision et l'ouïe; le développement cognitif, les compétences de base en lecture, écriture et calcul, et l'acquisition des connaissances nécessaires à la vie normale;

⁹ Un travail léger doit être sans danger pour la santé et le développement de l'enfant, et ne doit pas l'empêcher d'aller à l'école ou de « bénéficier de sa formation ».

¹⁰ Un travail dangereux est de façon générale ce qui peut « compromettre la santé ou la sécurité physique ou morale d'un enfant »

¹¹ OIT, *Addressing the Exploitation of Children in Scavenging (Waste Picking): a Thematic Evaluation of Action on Child Labour*, 2004

¹² UNICEF, *The State of the World's Children 2007* (Oxford : Oxford University Press, 2007)

le développement psychologique, une estime de soi adéquate, un attachement à la famille, des sentiments d'amour et d'acceptation; le développement social et moral y compris le sens de l'identité de groupe, l'aptitude à coopérer avec d'autres et la capacité de distinguer le bien du mal¹³.

Dans ce travail, nous nous intéresserons uniquement au cas de l'exploitation.

L'Inde est aujourd'hui le pays qui emploie le plus d'enfants dans le monde¹⁴. Les données statistiques sur le problème sont encore très floues du fait de la croissance démographique galopante de l'Inde et du fort développement du secteur informel. Le recensement indien de 2001 estimait à 12,67 millions le nombre d'enfants travailleurs âgés de 5 à 14 ans¹⁵. La plupart des experts considèrent toutefois que ces chiffres sous-estiment la réalité, puisqu'ils ne tiennent pas compte des millions d'enfants travaillant comme domestique, dans l'agriculture ou encore dans la rue. Ainsi, E.K. Traver et D. Larson affirment que ce chiffre dépasse les 100 millions¹⁶.

En 1986, la Cour Suprême a pourtant mis en place le *Child Labour Act (Prohibition and Regulation)* pour régler le problème. De plus, l'article 39 de la Constitution indienne sur les principes directeurs de la politique étatique stipule que :

The State shall, in particular, direct its policy towards securing [...] that the health and strength of workers, men and women, and the tender age of children are not abused, and that citizens are not forced by economic necessity to enter avocations

¹³ UNICEF, *The State of the World's Children 2007* (Oxford : Oxford University Press, 2007)

¹⁴ Neera Burra, *Born to work: Child Labour in India* (New Delhi: Oxford University Press, 1995).

¹⁵ Registrar General of India. *Census of India 2001* (New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs, 2001).

¹⁶ Traver, E.K et Larson D, *Child Labor, a global view* (London: Greenwood Press. 2004).

unsuited to their age or strength, that children are given opportunities and facilities to develop in a healthy manner, and in conditions of freedom and dignity, and that childhood and youth are protected against exploitation, and against moral and material abandonment¹⁷.

C'est ce constat qui nous amène à nous pencher sur l'efficacité des normes juridiques en Inde. En effet, malgré la mise en place de lois, le problème ne cesse de s'amplifier. Il est donc légitime de se demander pourquoi le taux d'exploitation des enfants en Inde est-il si important malgré l'existence et l'instauration de toutes ces législations ? De plus, pourquoi dans certains États comme le Kerala le problème a pu être résolu tandis que dans des États comme l'Uttar Pradesh la situation s'est détériorée. Finalement, qu'est ce qui explique le travail des enfants en Inde ? Quels sont les réels déterminants de l'exploitation infantile dans ce pays ? Ces deux dernières questions sont au cœur de ce mémoire et seront étudiées empiriquement.

Nous avons structuré notre mémoire en quatre chapitres.

Dans le premier chapitre, nous présentons le contexte du travail des enfants en Inde. Nous décrivons les politiques de développement économique qu'a emprunté le gouvernement depuis l'indépendance en 1947. Nous dressons ensuite un profil du travail des enfants en présentant certains d'ordre général, les formes d'exploitation et les conditions de travail. À la fin du chapitre, nous nous intéresserons aux mesures mises en place par le gouvernement pour assurer la protection des droits des enfants.

¹⁷ Ambassade de l'Inde à Washington DC, «Child labour and India». En ligne <http://www.indianembassy.org/policy/Child_Labor/childlabor.htm> (page consultée le 6 Mars 2007)

Dans le second chapitre, nous présentons notre cadre théorique qui se fonde sur les deux principaux courants qui étudient le développement, l'école de la modernisation et l'école de la dépendance. Nous dressons ensuite un état de la question sur les déterminants du travail des enfants. En fin de chapitre, nous exposons nos différentes hypothèses explicatives de l'exploitation infantile en Inde.

Dans le troisième chapitre, nous présentons notre méthodologie. Dans une première section, nous montrons les différentes sources de données dont nous disposons. Nous exposons ensuite la méthode empirique de régression multivariée qui va servir à déterminer les causes du travail infantile. Enfin, nous montrons les différents indicateurs utilisés pour traduire nos hypothèses.

Dans le chapitre 4, nous présentons les résultats obtenus en utilisant le logiciel SPSS. Les résultats sont organisés en deux sections. Dans la première, nous nous intéressons à déterminer quelles sont les causes principales du travail des enfants en Inde. Dans la seconde, nous montrons que ces mêmes déterminants n'agissent pas de la même façon selon qu'il s'agisse du travail des filles ou des garçons ou qu'il s'agisse du travail en milieu rural ou en milieu urbain.

CHAPITRE 1 : LE CONTEXTE DU TRAVAIL DES ENFANTS EN INDE

L'Inde est aujourd'hui le deuxième pays le plus peuplé au monde avec plus d'un milliard d'habitants. On estime que 38,1 % de sa population est âgée de moins de 18 ans¹⁸. Le taux d'accroissement annuel s'est maintenu depuis les cinquante dernières années à un niveau égal ou supérieur à 2%¹⁹. Le taux brut de natalité en 2006 était de 24‰ tandis que le taux de mortalité était de 8‰²⁰. La majorité de la population vit en milieu rural. L'Inde compte cependant 23 villes de plus d'un million d'habitants. De plus, en valeur absolue, avec ces 300 millions de citadins, c'est le deuxième pays après la Chine possédant la population urbaine la plus importante²¹.

L'Hindouisme qui est pratiqué par plus de 80,5 % de la population est la religion principale²². Les musulmans représentent 12,1 % de la population et constituent la plus importante minorité religieuse. Les chrétiens qui ne comptent que deux habitants sur cent forment la troisième communauté religieuse, avant les sikhs, les jaïns et les bouddhistes²³.

L'Inde est également organisée suivant un système social rigide de caste. Les quatre castes ou « varnas » de bases sont les ksatriya (les rois et les guerriers), les brahmanes (les religieux), les vaisya (les fermiers et les

¹⁸ UNICEF, *The State of the World's Children 2007* (Oxford : Oxford University Press, 2007)

¹⁹ Nair Sadasivan P. et Véron Jacques, « L'Inde : un milliard d'habitants en 2001 », *La Population du monde, Géants démographiques et défis internationaux*, Les Cahiers de l'Ined n° 149, 2002, 227-243.

²⁰ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, 2007

²¹ Eric Pierrat, « Fiche signalétique : L'Inde », En ligne : < <http://www.missioneco.org/Inde/infopays.asp> > (page consultée le 9 Février 2008)

²² Ibid.

²³ Ibid.

marchands) et les sūdra (les serviteurs)²⁴. Un système de sous-caste ou jati s'est également développé en relation avec le métier exercé.

La transmission des métiers de père en fils confère aux castes un caractère strictement héréditaire, renforçant ainsi la suprématie des brahmanes et maintenant, de génération en génération, des millions d'individus dans un état de pauvreté et d'analphabétisme²⁵.

Les intouchables ou « chandalas », ceux qui effectuent les travaux manuels et les tâches les plus ingrates doivent faire face à la ségrégation des autres castes qui les considèrent comme impurs. Représentant plus du tiers de la population, on remarque qu'ils n'ont souvent pas accès au système éducatif²⁶.

L'Inde est une république fédérale. Elle est divisée en 28 États²⁷ et 7 territoires²⁸. Elle a acquis son indépendance en 1947, suite au mouvement pacifiste lancé par Mahatma Gandhi. Bien qu'il existe un président en la personne de Pratibha Patil, c'est le premier ministre Manmohan Singh, d'origine sikh, qui détient le véritable rôle de chef de l'État. Celui-ci appartient au parti politique centriste du Congrès créé par Gandhi et Nehru. Ce parti a dominé en grande partie la vie politique indienne depuis l'indépendance. On remarque cependant une montée en force des partis de l'opposition comme le Bharatiya Janata Party (BJP), parti nationaliste hindou qui s'oppose notamment

²⁴ Encyclopédie Encarta, « Castes », En ligne <http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia/761565041/castes_syst%C3%A8me_de.html> (Page consultée le 17 Février 2008)

²⁵ Ibid.

²⁶ Registrar General of India. *Census of India 2001* (New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs, 2001).

²⁷ Andhra Pradesh, Arunachal Pradesh, Assam, Bihar, Chhattisgarh, Goa, Gujarat, Haryana, Himachal Pradesh, Jammu et Kashmir, Jharkhand, Karnataka, Kerala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Orissa, Punjab, Rajasthan, Sikkim, Tamil Nadu, Tripura, Uttarakhand, Uttar Pradesh, West Bengale

²⁸ Andaman et Nicobar Islands, Chandigarh, Dadra et Nagar Haveli, Daman et Diu, Delhi, Lakshadweep, Pondichéry

aux politiques anti-discriminatoires amorcées par Gandhi visant à garantir « aux intouchables et aux autres groupes sociaux situés en bas de la hiérarchie sociale un important quota de places dans les universités, les institutions professionnelles et l'administration²⁹ ».

Les économistes considèrent aujourd'hui l'Inde comme un pays émergent avec son taux de croissance annuel de 7%³⁰. En effet, « les exportations de hautes technologies sont en plein essor et les consommateurs de la classe moyenne émergente attirent les investisseurs³¹ ». Ce pays a ainsi reçu 24 milliards de dollars en investissement direct étranger entre 1991 et 2002³². Mais en termes de développement humain, le bilan est mitigé. Avec un PIB par habitant de 2892 dollars en parité de pouvoir d'achat, une espérance de vie de 63 ans et un taux d'alphabétisation de 61 %, l'Inde se situe au 127^{ème} rang sur l'échelle de l'Indice de développement humain (IDH) avec une note de 0,602³³.

Dans une première partie, nous présenterons brièvement comment ont évolué les politiques économiques de développement de l'Inde depuis son indépendance. Nous verrons dans une seconde partie quelles sont les formes et les conditions de travail des enfants. Enfin, nous montrerons le cadre législatif qui a été mis en place par le gouvernement indien pour assurer les droits des enfants.

²⁹ Encyclopédie Encarta, « Castes », En ligne <http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia/761565041/castes_syst%C3%A8me_de.html> (Page consultée le 17 Février 2008)

³⁰ Christophe Jaffrelot, « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, 24-27.

³¹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* (Paris : Economica, 2005)

³² Christophe Jaffrelot, « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, 24-27.

³³ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* (Paris : Economica, 2005)

1.1 Les politiques économiques de développement de l'Inde

1.1.1 1950-1970 : un modèle mixte de développement : socialisme et industrialisation par substitutions aux importations

Suite à son indépendance en 1947, l'Inde se place très vite à la tête du mouvement des non-alignés notamment à Bandung en 1955, récusant la logique des blocs de la Guerre froide. Dès 1948, le premier ministre Jawaharlal Nehru met en place un régime d'économie mixte en adoptant la « résolution sur la politique industrielle³⁴ ». Le modèle emprunté s'apparente donc en premier lieu à un modèle de développement soviétique. En effet, on assiste au développement de l'industrie lourde ainsi qu'à une forte nationalisation des entreprises du pays notamment dans les secteurs clés comme les chemins de fer ou l'armement. D'autre part, on remarque que Nehru a instauré un modèle de développement par substitution aux importations reposant sur quatre piliers principaux :

- Une planification centralisée favorisant l'industrie, un large secteur public, de solides barrières douanières et un système d'autorisations administratives (la licence raj) par lequel l'État régulait l'augmentation et la diversification de la capacité de production des entreprises privées³⁵.

Dans ces deux modèles, l'État joue donc un rôle majeur. Bien que la priorité soit donnée à l'industrialisation, l'Inde prône également une politique

³⁴ Teulon, F, « L'affirmation du tiers-monde après les indépendances, chapitre 2 dans *Problèmes économiques contemporains, les pays en développement*. (Paris : Hachette, 2005). 27-34.

³⁵ Christophe Jaffrelot, « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, 24-27.

d'autosuffisance alimentaire illustrée notamment par la Révolution verte des années 60.

1.1.2 1980-2000 : l'endettement du pays et l'adoption de politiques libérales

Ce modèle montre très vite ses limites. En effet, du fait de leur faible exposition à la concurrence, les entreprises nationales ne font pas d'économie d'échelle et restent très peu productives et compétitives. C'est donc l'État qui supporte les frais de ce système. On constate d'ailleurs que la part des exportations indiennes passe de 1,9% dans les années 50 à 0,6% dans les années 70³⁶. Un important déficit se crée alors dans la balance commerciale étant donné le besoin d'importer des produits étrangers comme le pétrole. Ainsi, dans les années 80, Rajiv Gandhi mène une politique d'ouverture limitée. Ces politiques visent surtout à solliciter l'aide financière étrangère pour combler le manque de devises et financer la modernisation du pays. De plus, suivant les conseils de la Banque mondiale, l'Inde se lance dans la construction très coûteuse de grands barrages comme celui du Sardar Sarovar qui vont s'avérer être totalement inutiles³⁷.

La conséquence directe de cette politique est l'endettement. La dette de l'Inde s'élevait à 72 milliards de dollars en 1991, soit environ 50% de son

³⁶ Christophe Jaffrelot, « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, 24-27.

³⁷ Ibid.

PIB³⁸. À la même époque, dans d'autres pays émergents comme le Brésil ou la Chine, la part de la dette dans le PIB ne représentait respectivement que 30 et 6% du PIB³⁹. Cette crise dans la balance des paiements va contraindre l'Inde à suivre les politiques d'ajustement structurel du FMI dont l'une des principales conditions est la libéralisation de l'économie. Le premier ministre Narasimha Rao va ainsi mettre un terme au système de la licence Raj. On assiste ainsi à une baisse progressive des droits de douanes et à une ouverture aux investissements étrangers. De nombreuses entreprises d'État vont également être privatisées et la roupie indienne va être dévaluée. Les mesures du FMI ne s'avèrent cependant pas efficaces. En effet, la dette du pays dépasse actuellement les 100 milliards de dollars⁴⁰.

L'Inde doit donc faire face aujourd'hui à de nombreux défis. En effet, l'expansion de certains secteurs économiques notamment au niveau des nouvelles technologies de l'information a permis à certains États du pays de se développer et d'autres au contraire de rester à l'écart du processus. Cela a créé un fort accroissement des inégalités au sein du pays. 26% de la population en Inde vit toujours en dessous du seuil de pauvreté fixé à un dollar par jour⁴¹. 83% de ces pauvres sont concentrés dans les États de l'Uttar Pradesh, du Bihar, de Madhya Pradesh, du West Bengal, de l'Orissa, de l'Andhra Pradesh, du

³⁸ Jean-Luc Racine, « L'Inde et l'ordre du monde », *Hérodote*, n. 108, Janvier 2003, 91-112.

³⁹ Université de Sherbrooke, *World Perspective*. En ligne. < <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/statistiques/2> > (Page consultée le 17 Février 2008)

⁴⁰ Jean-Luc Racine, « L'Inde et l'ordre du monde », *Hérodote*, n. 108, Janvier 2003, 91-112

⁴¹ Planning Commission, Government of India, *Tenth Plan, Poverty Alleviation in Rural Areas*, 2002.

Rajasthan et de l'Assam⁴². Tandis que les États du Nord de l'Inde subissent la pauvreté, les États du Sud et de l'Ouest se développent rapidement à l'image du Pendjab. L'exemple de l'Orissa montre cette disparité. En effet, le pourcentage de personne vivant en dessous du seuil de pauvreté y est de 42% alors que celui-ci n'est que de 6% au Pendjab⁴³. De plus, même si les études n'établissent pas directement la relation entre les politiques d'ajustement structurel du FMI et le travail des enfants, plusieurs auteurs s'entendent sur le fait que les «mesures chocs» imposées vont à l'encontre du développement social⁴⁴. Ceux qui souffrent le plus du niveau d'endettement public sont les personnes les plus pauvres qui n'ont plus accès aux ressources vitales et plus particulièrement les enfants. On remarque également que dans un contexte de division internationale du travail, les grandes entreprises doivent recourir à la sous-traitance pour diminuer leurs coûts de production. Les compagnies vont ainsi recourir à une main d'œuvre infantile pour pouvoir être plus compétitives.

1.2 La situation du travail des enfants en Inde

1.2.1 Portrait de l'exploitation infantile

C'est dans ce contexte de pauvreté et d'inégalité que vont germer les sources d'une exploitation des enfants. Au cinéma, Raj Kapoor dans son film

⁴² Planning Commission, Government of India, *Tenth Plan, Poverty Alleviation in Rural Areas*, 2002.

⁴³ Christophe Jaffrelot, « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004, 24-27.

⁴⁴ M. Chossudovsky (1998), J.E. Stiglitz (2002)

Boot Polish de 1952 ou encore Meera Nair dans le film *Salam Bombay* de 1992, dressaient le portrait de la vie de ces enfants travailleurs dans les quartiers pauvres de Bombay.

L'Inde est aujourd'hui le pays qui emploie le plus d'enfants dans le monde. Une étude de Vemuri et Anand en 1998 révèle d'ailleurs que les enfants travailleurs contribuent à plus de 20% du PNB de l'Inde⁴⁵. Les estimations statistiques sur le nombre exact d'enfants exploités divergent d'une source à l'autre. Selon, E.K. Traver et D. Larson, « 100 to 150 million children ages five through fourteen are estimated to be working⁴⁶ ». Selon leurs études, 44 millions participent à des activités dangereuses et 15,25 millions sont en servage pour dette⁴⁷. On estime qu'entre 80 et 90% des enfants qui travaillent appartiennent à des castes inférieures notamment à celle des intouchables⁴⁸.

Le recensement indien de 2001 évalue à 12,7 millions le nombre d'enfants qui travaillent contre 11,3 millions en 1991⁴⁹. La situation est particulièrement problématique dans certains États comme l'Uttar Pradesh, l'Andhra Pradesh, le Bihar ou encore le Rajasthan. En valeur absolue, on constate que l'Uttar Pradesh est devenu l'État qui emploie le plus d'enfants en Inde avec un nombre qui avoisine les 2 millions⁵⁰.

⁴⁵ Vemuri, S. and Anand, A. «A Survey on Child Labour», *Kurukshetra*, 57(3). 1998. 46-51.

⁴⁶ Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view* (London: Greenwood Press. 2004). 103

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Sylvaine Bernard, *Le travail des enfants en Inde*, 2002. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc> (page consultée le 4 mars 2008)

⁴⁹ Registrar General of India. *Census of India 2001* (New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs, 2001).

⁵⁰ Registrar General of India. *Census of India 2001* (New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs, 2001).

On assiste également à une féminisation du travail infantile. Ainsi dans la sphère domestique, 90% des employeurs préfèrent engager des filles âgées de 12 à 15 ans⁵¹.

Les statistiques relatives au travail des petites filles ne sont cependant pas fiables, car ces dernières sont souvent invisibles dans les données démographiques. Il est possible que la majorité des petites filles qui travaillent échappent aux décomptes parce qu'elles sont cantonnées dans des secteurs non productifs, comme le travail domestique et certaines industries marginales⁵².

En 1981, sur le total des enfants travailleurs en Inde, 60 % des travailleurs masculins habitaient dans les régions rurales, tandis que 6,6% habitaient dans les régions urbaines. Pour les filles, 31,31 % habitaient dans les régions rurales et 2,26% dans les régions urbaines⁵³. La plupart de ces enfants sont analphabètes. Ils n'ont jamais fréquenté l'école ou complété les quatre années nécessaires pour savoir lire et écrire⁵⁴.

1.2.2 Les formes de travail des enfants

Le tableau 1 montre que les enfants sont engagés dans presque tous les secteurs économiques. On les rencontre dans les régions rurales comme dans les régions urbaines. Ils travaillent cependant majoritairement dans le secteur

⁵¹ Sylvaine Bernard, *Le travail des enfants en Inde*, 2002. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc> (page consultée le 4 mars 2008)

⁵² Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 6 Mars 2008)

⁵³ Jaiswal, P. *Child labour, a sociological study*. (New Delhi: Shipra Publications, 2000)

⁵⁴ Burra, Neera. *Born to Work: Child labour in India*. (Oxford : Oxford University Press, 1995)

primaire. En effet, presque 80% de ces enfants s'adonnent à différentes tâches agricoles.

TABLEAU 1. La distribution des enfants travailleurs par secteur économique (selon le recensement indien de 1981)

INDUSTRIAL DIVISIONS	TYPE OF WORKER		
	Urban	Rural	Total
Cultivation	5.32	38.87	35.93
Agricultural labour	14.73	45.42	42.74
Livestock, forestry, fishing	3.07	6.61	6.30
Mining and quarrying	0.20	0.25	0.24
Manufacturing, processing, servicing	39.16	5.72	8.65
Construction	3.27	0.47	0.72
Trade and commerce	15.03	0.96	2.19
Transport, Storage	2.45	0.10	0.30
Other services	16.77	1.60	2.93

Source: Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view* (London: Greenwood Press. 2004)

Neera Burra a proposé une autre catégorisation des formes du travail des enfants⁵⁵. Dans une première catégorie, il place les enfants qui travaillent dans les usines, les ateliers et les mines. Ceux-ci sont principalement exploités dans les régions semi urbaines et urbaines. Dans le deuxième groupe, on

⁵⁵ Neera Burra, *Born to Work: Child labour in India*. (Oxford : Oxford University Press, 1995)

rencontre les enfants qui sont soumis à l'état de servitude dans l'agriculture, ou dans l'industrie (« bonded children »). La troisième catégorie est constituée par les travailleurs des rues et du secteur des services. Enfin, on retrouve les enfants qui travaillent dans le cadre familial en tant que domestique ou dans l'agriculture. Ces catégories sont utiles non seulement d'un point de vue analytique, mais aussi dans la perspective de l'instauration d'une politique d'abolition du travail des enfants. En effet, le programme qui s'occupe de l'exploitation infantile doit s'adapter à la catégorie à laquelle appartient l'enfant.

Le travail des enfants dans le secteur industriel

Le secteur industriel représente une importante source d'emplois infantiles notamment dans le tissage, l'industrie du verre, des allumettes, des feux d'artifices, la joaillerie, la poterie, et l'habillement. Les propriétaires d'usines trouvent beaucoup plus profitable d'employer des enfants qui demandent des salaires dérisoires et qui sont ignorants de leurs droits. Ils peuvent ainsi les exploiter pour de plus longues heures sans aucune plainte. « Factory owners find children attractive employees; they work for wages far below what adults would work for and can be trained to labour under hazardous and unhygienic condition⁵⁶. »

La servitude pour dette

⁵⁶ Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view* (London : Greenwood Press. 2004)

Le phénomène d'esclavage (servitude pour dette) reste également très important en Inde. « En 1980, l'Institut du Travail indien relève lors d'une enquête que 21% des enfants de moins de 15 ans étaient en servitude pour dette dans l'Andhra Pradesh, 11% dans le Karnataka et 9% dans le Tamil Nadu⁵⁷ ». L'enfant est réduit à l'état de marchandise. C'est sans doute l'une des formes d'exploitation les plus intolérables. Dans ce principe, l'enfant, qui est habituellement âgé entre 7 et 10 ans, est donné en gage par ses parents à des propriétaires de fabriques en échange de prêts. L'enfant travaille donc pour s'acquitter d'une dette ou de toutes autres obligations contractées par sa famille et appartient ainsi à un propriétaire. Les études de Mahajan et Gathia (1992) montrent d'ailleurs comment le système de la dot en Inde pousse les parents à vendre leurs enfants comme esclave pour pouvoir rembourser les dépenses engagées à l'occasion d'une noce⁵⁸.

Le travail des rues et l'exploitation sexuelle

Par ailleurs, des centaines de milliers d'enfants travaillent au jour le jour dans les rues des villes. Ils cirent les chaussures, lavent les voitures, portent des colis et trouvent une multitude d'autres manières de gagner de l'argent. Bien souvent dépourvus d'identité légale, ils sont manipulés pour vendre de la drogue ou pour se livrer à la prostitution. L'exploitation sexuelle

⁵⁷ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10 Décembre 2007)

⁵⁸ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 6 Mars 2008)

des enfants est un problème qui persiste depuis longtemps et qui s'accroît chaque année. Les enfants qui ont dû quitter le foyer familial, se tournent vers des solutions rapides pour obtenir un revenu et se nourrir. Ces solutions sont souvent dégradantes pour leur corps. La prostitution leur permet de recevoir en une nuit le salaire d'une semaine de travail de rue. Cela devient donc peu à peu un mode de vie pour eux. La prostitution est souvent liée à des travaux connexes liés de près ou de loin à la drogue. L'Organisation ECPAT estime ainsi que 400000 enfants travaillent dans la prostitution en Inde⁵⁹. 20% de ceux-ci sont constitués par des migrantes venant de pays voisins comme le Népal ou le Bangladesh⁶⁰. On remarque qu'un réseau de trafic d'enfants a également été mis en place vers le Moyen-Orient et l'Europe.

Le travail dans l'agriculture

Bien que les données statistiques et les études soient rares concernant l'exploitation dans le secteur agricole, Gathia estime que plus de 80% des enfants exploités s'y trouvent⁶¹. Ils accomplissent des tâches dans les champs de riz, de thé ou de coton... Ils sont également chargés du transport des récoltes et de surveiller le bétail. Ils peuvent être utilisés comme domestique pour accomplir les tâches ménagères ou la cuisine. Selon une étude d'UNICEF en 1997, un foyer sur trois en Inde possède un enfant qui travaille comme

⁵⁹ Manier, Bénédicte. *Le travail des enfants dans le monde*. (Paris : La Découverte, 1999)

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 6 Mars 2008)

domestique et le salaire gagné par un enfant sur quatre représentera l'unique source de revenu pour toute la famille⁶².

Les enfants soldats du Cachemire

Le Jammu-et-Cachemire est un État du Nord de l'Inde à majorité musulmane. Il partage des frontières communes avec le Pakistan et la Chine qui revendiquent chacun une partie du territoire. Ainsi, depuis la dissolution de l'empire britannique, le Cachemire a été l'enjeu de guerres diverses entre l'Inde, le Pakistan et la Chine. En plus d'aggraver les conditions de vie de la population, on remarque que ce conflit mobilise des enfants soldats. « Children under 18 years of age have reportedly been used by many of these groups as fighters, spies, messengers and in other support roles⁶³ ». Il n'y a cependant pas d'estimations sur la part des enfants impliqués dans cette crise. En Inde, la loi sur le *National Service* de 1972 ne stipule d'ailleurs pas un âge minimum pour le service militaire. Ceci est en contradiction avec l'article 38 de la Convention des Droits de l'Enfant qui fixe l'âge minimal à 18 ans.

Les enfants font également partis de groupes d'insurgés dans d'autres états comme l'Assam, le Manipur, le Nagaland, l'Andhra Pradesh, le Chattisgarh, le Jharkhand, le Karnataka ou encore le Maharastra⁶⁴.

⁶² Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view* (London : Greenwood Press. 2004)

⁶³ CSUCS, *Asia Report*, July 2000, citing Amnesty International, Report, 1999

⁶⁴ CSUCS, *Asia Report*, July 2000, citing Amnesty International, Report, 1999

1.2.3 Les conditions de travail

Les enfants qui sont obligés de travailler sont souvent soumis à de très dures conditions de travail pour une rémunération très faible. Des études indiquent qu'à travail égal le salaire des enfants est inférieur à celui des adultes⁶⁵. De plus, le soir, ils sont tellement fatigués qu'ils n'ont plus la force de manger. Ils souffrent alors de malnutrition et d'un mauvais développement corporel. Un sondage de Sharma (1982) sur les enfants travailleurs révèle que 56% d'entre eux devaient travailler entre 15 et 18 heures et les 44% restants entre 10 et 15 heures par jour. Cette même étude montrait que la plupart des répondants gagnaient en moyenne 50 roupies par mois ce qui équivaut à moins de 2 dollars⁶⁶.

Les conditions de travail dans la construction et les mines

Nous constatons que les enfants travaillent alors qu'ils sont loin d'avoir terminé leur croissance biologique. Ainsi, dans la fabrication préindustrielle de briques ou dans les carrières de pierre, des enfants sont exploités alors qu'ils ont à peine huit ans⁶⁷. Ils connaissent des troubles de croissance et des déformations en raison du port de charges trop lourdes. De plus, ils sont exposés à la silicose qui réduit leur capacité à absorber l'oxygène.

⁶⁵ Grootaert, Christian et Kanbur, Ravi, « Child Labor: A Review » *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 1454, May 1995.

⁶⁶ M.C. Naidu and K. Dasaratha Ramaiah, « Child labour in India: an overview », *Journal of Social Sciences*, Vol 13, n°3, Nov. 2006, 199-204.

⁶⁷ M.C. Naidu and K. Dasaratha Ramaiah, « Child labour in India: an overview », *Journal of Social Sciences*, Vol 13, n°3, Nov. 2006, 199-204.

Dans le village de Multanpur, dans le Mandsur, où l'on mène ce type d'activité, on ne trouve pratiquement pas de personnes âgées. Près d'un tiers des personnes mariées ont perdu leur conjoint. Les jeunes sont forcés de travailler pour aider leurs parents et leurs proches atteints de maladies mortelles, avant de mourir eux-mêmes étouffés à moins de 40 ans⁶⁸.

Les conditions de travail dans l'industrie

Dans la plupart des activités effectuées par les enfants, les risques d'une détérioration rapide de leur santé sont importants. En effet, l'utilisation de produits chimiques dans le cas des industries de chaussures, de l'orfèvrerie, du tabac et du textile mais aussi dans l'agriculture (avec les pesticides) intoxique leur organisme fragile. D'autre part, dans les manufactures de tapis ou de tissage, les enfants sont entassés dans des lieux sombres et pollués de poussières de laine. Ces ateliers mal aérés et mal éclairés portent d'ailleurs le nom d'« ateliers à sueur⁶⁹ ». Les enfants abîment alors leurs yeux et leurs systèmes respiratoires. Une enquête du « Development Commissioner of Handicrafts, Ministry of Textiles » dans la ceinture de tapis de Mirzapur-Bhadohi a relevé que 8% de la force de travail est représentée par des enfants⁷⁰. Le travail des enfants consiste principalement à faire des nœuds et à tisser. Ils jouent un rôle important dans la phase préliminaire ainsi que dans les activités finales, comme le triage du fil et la formation du tapis. Ils sont reconnus dans cette industrie pour leurs « doigts de fée »⁷¹. Si les enfants travaillent trop

⁶⁸ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 6 Mars 2008)

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Burra, Neera. *Born to Work: Child labour in India*. (Oxford : Oxford University Press, 1995)

⁷¹ Aude Cadiou. «Le Travail des enfants». *Mémoire pour le diplôme d'Études Approfondies de Droit Privé*. (Université de Nantes : Faculté de Droit et de Sciences Politiques, 2002)

lentement, demandent à manger ou vont aux toilettes sans permission, ils sont battus avec une barre de fer ou blessés avec des ciseaux⁷².

Les enfants sont fréquemment exposés à de gros risques et ont très peu de formation. Ainsi, dans l'industrie du verre, « les enfants travaillent auprès de fournaies dont la température oscille entre 700 et 1800 degrés centigrade⁷³ ». Les travailleurs juvéniles peuvent être gravement blessés (coupures, fractures, amputation, brûlures, etc.) à cause d'une trop haute responsabilité pour leur âge. Dans certaines régions, les enfants représentent un tiers de la main d'œuvre et plus de 40% des accidents du travail⁷⁴. « De nombreux enfants meurent d'accidents. On s'en débarrasse alors sans enquête, sans compensation et sans cérémonie⁷⁵. »

Les conditions de travail des enfants domestiques

On constate que les enfants les plus vulnérables, les plus exploités et les plus difficiles aussi à protéger sont les enfants domestiques. Ils sont souvent très mal payés, voire même pas du tout ; leurs conditions de travail dépendent entièrement du bon vouloir de l'employeur. Au mépris de leurs droits, ils sont alors privés d'école, de jeux et d'activités sociales ainsi que du soutien psychologique de leur famille et de leurs amis. Qui plus est, ils sont exposés à la violence physique et aux abus sexuels. D'ailleurs, l'exploitation sexuelle est

⁷² Nangia, P. *Child Labour: cause-effect syndrome*. (New Delhi: Janak Publishers, 1987)

⁷³ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 6 Mars 2008)

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Ibid.

sans conteste l'une des pires formes de travail des enfants. Les enfants qui y sont soumis encourrent quotidiennement de graves risques pour leur santé : le VIH, les maladies sexuellement transmissibles, une grossesse non désirée et la toxicomanie, sans parler des répercussions psychologiques irréversibles. « Notons que l'Inde représente le pays concentrant le plus grand nombre de cas de SIDA dans le monde avec un chiffre non-officiel oscillant entre 4 et 7 millions de personnes infectées, représentant 12% de la population infectée dans le monde⁷⁶ ».

Enfin, la plupart des enfants sont condamnés à l'analphabétisme à vie car ils ne vont pas à l'école, les trop longues heures de travail les en empêchent. L'éducation apparaît pourtant encore aujourd'hui comme le meilleur moyen de lutter contre le travail des enfants.

Pour des raisons économiques ou politiques, les enfants se retrouvent face à de dures réalités. Ils subissent alors la misère, la crise ou encore la guerre. Par conséquent, dès leur plus jeune âge, ils sont contraints à travailler pour survivre et dans bien des cas ils doivent également subvenir aux besoins de la famille. L'enfant constitue une main-d'œuvre docile, il est facile à exploiter et travaille dans des conditions très difficiles qui ne sont pas sans conséquence sur sa santé physique et mentale.

⁷⁶ Sylvaine Bernard, Le travail des enfants en Inde, 2002. En ligne : doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc (Page consultée le 4 mars 2008)

1.3 Les mesures mises en place par le gouvernement pour faire respecter le droit des enfants en Inde

1.3.1 La mise en place d'une législation nationale

Le gouvernement indien a pourtant essayé très tôt de mettre en place des lois pour protéger les enfants. En 1948, suite à l'indépendance, le *Factories Act* avait été élaboré interdisant l'utilisation d'enfants de moins de 14 ans dans les manufactures. Les adolescents âgés de 15 à 18 ans devaient préalablement obtenir un certificat médical pour pouvoir travailler. De plus, leurs temps de travail ne devaient pas excéder quatre heures trente et le travail de nuit était interdit⁷⁷. De même, la constitution indienne du 26 Janvier 1950 fait référence aux Droits de l'Enfant de différentes manières⁷⁸ :

- No child below the age of 14 years shall be employed to work in any factory or mine or engaged in any other hazardous employment (Article 24);
- The State shall direct its policy towards securing that the health and strength of workers, men and women and the tender age of children are not abused and that they are not forced by economic necessity to enter vocations unsuited to their age and strength (Article 39-e);
- Children shall be given opportunities and facilities to develop in a healthy manner and in conditions of freedom and dignity and that childhood and youth shall be protected against moral and material abandonment (Article 39-f);
- The State shall endeavour to provide within a period of 10 years from the commencement of the Constitution for free and compulsory education for all children until they complete the age of 14 years (Article 45).

⁷⁷ International labour Office, «Child labour and responses: India». En ligne : <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/newdelhi/ipecc/responses/india/national.htm> (Page consultée le 23 Décembre 2007)

⁷⁸ Ibid.

En 1976, le *Bonded System Act* a été établi afin d'empêcher la servitude pour dette. Ces lois ont cependant été très souvent bafouées du fait d'un laxisme gouvernemental et d'une indifférence de la part de la population⁷⁹.

C'est en 1985 que la question du travail des enfants a véritablement attiré attention du public en Inde sous l'impulsion d'une ONG du Bangalore. En effet, cette organisation a créé un débat public impliquant la société civile et les médias en soulevant la question de prohiber ou plutôt de réglementer le travail des enfants. Le gouvernement a ainsi décidé en 1986 de mettre en place le *Child labour Act (Prohibition and Regulation)* qui interdit le recours à une main d'œuvre de moins de 14 ans dans un ensemble de 13 secteurs et dans un ensemble de 57 procédés de fabrication considérés dangereux pour le développement et la santé de l'enfant. Une exception est cependant établie pour les entreprises familiales ou étatiques⁸⁰.

L'année suivante, en 1987, le *National Child Labour Policy* a été établi. L'objectif était de mettre l'enfant en valeur dans les programmes d'ordre généraux et également de créer des programmes spécifiques à leur protection dans les régions à problème. Il peut s'agir notamment de la mise en place d'écoles de formation, de programmes de sensibilisation ou de la création de groupes de statistiques pour évaluer le problème. Environ 100 projets ont déjà été financés par le gouvernement central. Pour la période 2003-2007, 131

⁷⁹ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (Page consultée le 6 Mars 2008)

⁸⁰ Burra, Neera. *Born to Work: Child labour in India*. (Oxford : Oxford University Press, 1995)

millions de dollars ont été ainsi déboursés⁸¹. En 1996, un jugement de la Cour suprême incite les différents États et Unions de l'Inde à identifier tous les enfants qui travaillent dans des conditions considérées dangereuses et de les libérer de cette exploitation. Un fond de réhabilitation devait également être alimenté par les employeurs qui n'ont pas respecté la loi⁸².

1.3.2 L'adoption de conventions internationales

L'Inde est également signataire de traités internationaux concernant la protection de l'enfant. Ainsi, elle a ratifié la Convention des droits de l'enfant de 1989 le 11 Décembre 1992.

Les 54 articles de la Convention décrivent les droits dont dispose tout être humain âgé de moins de 18 ans pour pouvoir se développer au mieux de ses capacités, sans souffrir de faim, d'injustice, d'exploitation ou de négligences. Celui-ci est composé entre autres, d'un droit à la santé (article 24), d'un droit à l'éducation (article 28 et 29), d'un droit au loisir (article 31)⁸³.

Lors de la signature, le représentant indien a cependant formulé le discours suivant montrant que la mise en place du droit des enfants suivait un processus progressif qui nécessitait une certaine période de transition.

Souscrivant pleinement aux buts et objectifs de la Convention, mais conscient du fait que, dans les pays en développement, certains des droits de l'enfant, notamment les droits économiques, sociaux et culturels, ne peuvent être réalisés que

⁸¹ International labour Office, «Child labour and responses: India». En ligne : <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/newdelhi/ipec/responses/india/national.htm> (Page consultée le 23 Décembre 2007)

⁸² Ibid.

⁸³ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/> > (page consultée le 3 janvier 2008)

progressivement, dans la limite des ressources disponibles et dans le cadre de la coopération internationale; reconnaissant que l'enfant doit être protégé contre toute forme d'exploitation, [...], le Gouvernement indien s'engage à prendre des mesures en vue d'appliquer progressivement les dispositions [...] de la Convention, conformément à sa législation nationale et aux instruments internationaux pertinents auxquels il est partie⁸⁴.

L'Inde a également ratifié en 2005 le Protocole optionnel de la Convention des Droits de l'Enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés ainsi que le Protocole optionnel concernant la traite des enfants, la prostitution infantile et la pornographie juvénile. Elle est également signataire de la Convention 29 et de la Convention 105 concernant l'abolition du travail forcé de l'Organisation internationale du travail. On remarque cependant que deux des plus importantes conventions de l'OIT n'ont pas été ratifiées par l'Inde à savoir la Convention 138 sur l'âge minimum d'accès à l'emploi et la Convention 182 sur l'élimination des pires formes du travail des enfants.

1.3.3 Les limites du Droit

Bien que signataire de ces conventions internationales, le gouvernement indien est fortement critiqué par de nombreuses organisations des Droits de l'Homme comme Human Right Watch en ce qui concerne la mise en place de

⁸⁴ International Committee of the Red Cross, « Convention relative aux Droits de l'Enfant: Inde ». En ligne : <<http://www.icrc.org/dih.nsf/NORM/374D0498AE3AAF8DC12563FF0047B023?OpenDocument>> (Page consultée le 3 Janvier 2008)

mesures efficaces pour assurer le respect du droit des enfants⁸⁵. On observe effectivement une absence d'uniformité dans la législation. De plus, beaucoup de secteurs de l'économie comme agriculture, ou le secteur domestique restent hors de la portée des lois sur le travail des enfants. Les employeurs ne tiennent souvent pas compte de ces règles et sont rarement poursuivis par le gouvernement. Les études de Gathia et de Mahajan de 1992 affirment d'ailleurs que :

Les gouvernements sont réticents à appliquer les dispositions relatives au travail des enfants, en raison du poids politique des employeurs et de l'attrait qu'exercent les devises étrangères apportées par les exportations de ces secteurs industriels⁸⁶.

La corruption dans le pays permet également de contourner les mécanismes de sanctions.

De plus, ces législations bien que parties d'une bonne volonté peuvent aggraver la situation. En effet, une étude de R. Kanbargi en 1988 montre que les lois peuvent acculer les enfants à travailler clandestinement dans les secteurs les moins visibles et les plus dangereux. Ainsi, selon lui :

L'entrée en vigueur de la loi de 1948 sur les fabriques, qui réglemente les conditions de travail et interdit l'emploi des enfants, a profondément transformé l'organisation de la production et du travail de l'industrie du tapis. Des travaux qui étaient jusqu'alors effectués dans les fabriques ont été soustraits à des petites entreprises et à des ateliers à domicile qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi⁸⁷.

⁸⁵ International labour Office, «Child labour and responses: India». En ligne : <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/newdelhi/ipec/responses/india/national.htm> (Page consultée le 23 Décembre 2007)

⁸⁶ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (Page consultée le 6 Mars 2008)

⁸⁷ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/>> (page consultée le 3 Janvier 2008)

On retrouve le même constat pour des mesures prises comme le boycottage. Ainsi suite au témoignage du jeune Iqbal Masih qui a dévoilé le vrai visage de la fabrication des tapis au Pakistan, un accord a été signé par les fabricants et exportateurs de tapis concernant le retrait des petits tisserands de leurs firmes. Le recours à cette pratique s'est révélé pourtant à double tranchant car les 50000 enfants licenciés se sont tournés vers des emplois plus dangereux⁸⁸.

⁸⁸ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999).

CHAPITRE 2 : ÉTAT DE LA QUESTION

2.1 Cadre théorique

Le problème du travail des enfants a attiré l'attention des chercheurs à partir de la fin des années 80 dans le monde anglo-saxon sous l'impulsion d'organisations internationales et d'organismes non-gouvernementaux. Depuis, les études sur le sujet ont foisonné et le cas de l'Inde a souvent été pris comme exemple. Les auteurs s'entendent sur le fait que le travail des enfants est un phénomène complexe et multidimensionnel⁸⁹.

Pour étudier ce problème, nous nous fonderons sur les travaux de l'école de la modernisation et de la dépendance. En effet, ces théories soutiennent une vision holiste du développement qui peut servir de cadre théorique pour expliquer les causes de l'exploitation infantile.

2.1.1 L'école de la modernisation

Influencée par le courant évolutionniste et structuro-fonctionnaliste⁹⁰, la théorie de la modernisation a été développée dans les années 50 aux États-Unis. Celle-ci soutient que la pauvreté des pays du Sud est attribuable à leurs structures économiques, politiques et sociales traditionnelles. Ainsi, selon Bert

⁸⁹ Schlemmer, Bernard. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation*. (Paris : Karthala-Orstom, 1996).

⁹⁰ La théorie de la modernisation va notamment s'inspirer des travaux de Talcott Parsons (1942)

Hoselitz (1960) et Marion Levy (1966), l'attribution des emplois, des biens et des services dans ces pays ne répond pas au principe de prestation⁹¹. Elle est au contraire régie par des critères d'appartenance à un groupe (sexe, caste, famille). Cela empêche donc la mise en place d'une division et d'une spécialisation des tâches limitant la croissance. Everett Hagen (1962) montre également que les mécanismes de socialisation primaire dans le contexte traditionnel découragent la formation d'une personnalité innovante au profit d'une personnalité autoritaire⁹². « La tradition au niveau culturel, structurel et individuel représente ainsi l'obstacle qu'il faut absolument dépasser pour suivre le chemin de la prospérité et se rapprocher du modèle de la société moderne occidentale⁹³ ».

La modernisation passe par la mise en place d'institutions économiques et politiques qui prônent des valeurs de progrès, de sécularisation, de rationalité, de démocratie et d'individualisme. Le développement des échanges avec les pays développés va faciliter ce passage vers la modernité. Les théoriciens de cette école préconisent également une intervention de l'État pour promouvoir l'esprit entrepreneurial et contrôler les conflits provoqués par la modernisation. Les activités économiques vont ainsi se différencier peu à peu de la sphère familiale. Les entreprises naissantes vont utiliser une force de travail salarié et produiront pour le marché plutôt que pour

⁹¹ Trigilia C. «La modernisation et le développement des régions sous-développées» Chapitre 7 dans *Sociologie économique*. (Paris : A. Colin. 2002).

⁹² Ibid.

⁹³ Ibid.

l'autoconsommation familiale⁹⁴. Pour Rostow (1960) qui se base sur les étapes de développement des pays riches occidentaux, la modernisation est un processus graduel divisé en cinq étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la marche vers la maturité et l'ère de la consommation de masse⁹⁵.

Cette théorie qui se focalise sur les causes endogènes du sous-développement va cependant faire l'objet de différentes critiques de la part de l'école de la dépendance.

2.1.2 L'école de la dépendance

La théorie de la dépendance a été développée dans les années 60 en réponse à la théorie de la modernisation considérée comme trop ethnocentriste et trop simplificatrice.

Cette approche reformule la problématique de l'impérialisme d'inspiration marxiste à partir d'une réflexion sur le développement manqué des pays latino-américains (Cardoso et Faletto, 1967). Elle l'étend ensuite à l'analyse des périphéries, dans le cadre de la théorie de l'« économie-monde » d'Immanuel Wallerstein (1974)⁹⁶.

Elle met l'accent sur les facteurs exogènes expliquant le sous-développement. Pour André Gunder Franck, le sous-développement tire ses sources du passé colonial qui est à la base des termes inégaux des échanges

⁹⁴ Trigilia C. «La modernisation et le développement des régions sous-développées» Chapitre 7 dans *Sociologie économique*. (Paris : A. Colin. 2002).

⁹⁵ Rostow. *Les étapes de la croissance économique*. (Paris : Le Seuil. 1963).

⁹⁶ Trigilia C. «La modernisation et le développement des régions sous-développées» Chapitre 7 dans *Sociologie économique*. (Paris : A. Colin. 2002).

actuels entre le Nord et le Sud⁹⁷. En effet, une nouvelle forme de colonialisme a été instaurée dans laquelle un centre représenté par les pays du Nord domine une périphérie constituée par les pays du Sud. Les pays en voie de développement fournissent ainsi une main d'œuvre bon marché et exportent leurs matières premières et produits agricoles à des prix très faibles comparativement aux produits manufacturés importés du centre. Raúl Prebisch (1947), à la tête de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, souligne d'ailleurs le fait que l'enrichissement des pays du Nord se fait au détriment des pays pauvres⁹⁸. Pour Samir Amin, qui a étudié la dépendance des pays africains, les pays pauvres font aujourd'hui face à une concurrence inégale des pays développés qui utilisent une technologie plus avancée et qui ont une productivité plus importante. Il est donc impossible pour ces pays d'améliorer leur situation à moins de rompre tous liens et « se déconnecter » du système économique capitaliste⁹⁹. André Gunder Frank conclut d'ailleurs que :

Underdevelopment is not due to the survival of archaic institutions and the existence of capital shortage in regions that have remained isolated from the stream of world history. On the contrary, underdevelopment was and still is generated by the very same historical process which also generated economic development: the development of capitalism itself¹⁰⁰.

⁹⁷ André Gunder Frank. *Le développement du sous-développement*. (Paris : Maspéro. 1970)

⁹⁸ Trigilia C. «La modernisation et le développement des régions sous-développées» Chapitre 7 dans *Sociologie économique*. (Paris : A. Colin. 2002).

⁹⁹ Samir Amin, *La déconnexion*. (Paris : La Découverte. 1986)

¹⁰⁰ André Gunder Frank. *Le développement du sous-développement*. (Paris : Maspéro. 1970)

La théorie de la modernisation et la théorie de la dépendance montrent que le sous-développement peut être expliqué tant par des facteurs endogènes que par des facteurs exogènes. Elles vont donc constituer le cadre théorique de notre recherche sur les déterminants du travail des enfants en Inde. En effet, l'exploitation infantile peut être considérée comme une des caractéristiques du sous-développement.

2.2 État de la question

2.2.1 Les déterminants économiques

Le travail des enfants est devenu un objet d'analyse économique à part entière après que des discussions se soient engagées sur l'introduction de clauses sociales dont l'une relative à l'interdiction du travail enfantin dans le cadre des négociations de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (G.A.T.T.)¹⁰¹.

Plusieurs travaux se sont notamment concentrés à mettre en relief la relation causale entre la pauvreté et le taux d'exploitation des enfants.

Le revenu des familles

K. Basu et P.H. Van (1998) dans l'article « The Economics of Child Labor » paru dans l'*American Economic Review* émettent l'hypothèse de l'axiome luxueux de pauvreté, selon laquelle : « les parents ne prennent leurs

¹⁰¹ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/>> (page consultée le 3 Janvier 2008)

décisions de mettre les enfants au travail que si le revenu familial hors la contribution des enfants descend en dessous du seuil de subsistance¹⁰². »

Selon le Gouvernement indien, 260 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté de un dollar par jour¹⁰³. Le travail des enfants apparaît donc comme une stratégie de survie pour les familles. Les parents saisissent toutes les opportunités qui se présentent à eux pour permettre à leurs enfants de travailler et de ramener un revenu supplémentaire. Les études de R. Kanbargi (1988) ou de Gulrajani (1996) montrent ainsi que les salaires perçus par les enfants sont versés directement aux parents sous formes de mandat ou encore de somme forfaitaire¹⁰⁴. Ils constituent souvent l'unique source de revenu des familles.

La vulnérabilité aux risques, l'accès restreint au système de crédit

La pauvreté recouvre également la notion de vulnérabilité aux risques. En effet, toute baisse transitoire du revenu du ménage même ponctuelle exerce un impact direct sur le travail des enfants. Ainsi, Jacoby et E.Skoufias (1997) ont montré dans leur étude sur le milieu rural indien comment les aléas climatiques ont eu une influence sur les revenus des familles. Cette baisse transitoire des ressources financières a eu pour conséquence directe le retrait

¹⁰² Basu K et Van. "The Economic of Child Labour", *American Economic Review*, Vol 88 (3), 1998, 412-427

¹⁰³ Planning Commission, Government of India, *Tenth Plan, Poverty Alleviation in Rural Areas*, 2002.

¹⁰⁴ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/>> (page consultée le 03/01/08)

des enfants des écoles et leur mise au travail¹⁰⁵. Ceci est accentué par un accès difficile au système de crédit. La couche de population la plus pauvre n'a effectivement accès à aucun prêt de la part d'organismes officiels. Elle est ainsi obligée de se tourner vers des usuriers qui pratiquent des taux très élevés qui sont difficilement remboursables pour cette part de la population démunie. Le montant de leur dette va donc augmenter continuellement. N'ayant plus d'autres choix, les familles vont être amenées à vendre ou à mettre leurs enfants au travail. Les parents soutiennent une logique à court terme puisqu'ils ne voient aucune autre alternative. Human Right Watch révèle que des enfants travaillaient depuis plus de dix ans en Inde pour rembourser une dette de 50 dollars¹⁰⁶. Badiwalla (1998) affirme d'ailleurs à ce sujet que « since the earnings of bonded child laborers are less than the interest on the loans, these children are forced to work in servitude while interest on their parents' loan accumulates at mercurial rates¹⁰⁷ ».

Le coût marginal de l'éducation

Une autre étude économique étudie la décision des parents d'envoyer leurs enfants au travail plutôt qu'à l'école. Ainsi, selon Becker en 1967, le travail des enfants peut être perçu comme « la réponse optimale à un arbitrage

¹⁰⁵ Jacoby H., and E. Skoufias. «Testing Theories of Consumption Behavior using Information on aggregate Shocks: Income Seasonality and Rainfall in Rural India». *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 80, No. 1. February 1998. 1-14

¹⁰⁶ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10/12/07)

¹⁰⁷ Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view*. (London : Greenwood Press. 2004).

entre les rendements et les coûts de l'éducation¹⁰⁸ ». Si le coût marginal de l'éducation est supérieur à celui du travail, les parents préféreront ne pas investir en capital humain. M.C Naidu et Dasaratha Ramaiah dans leur étude sur l'Inde retrouve la même conclusion.

Diverting the child from work means the loss of income to the parents and as additional expenditure on education, however small. The economic benefits resulting from child employment are generally high as it generates an income, which is higher than what is consumed in the family. Probably this is one of the reasons where workers do not feel that it is useful to send their children, to schools¹⁰⁹.

Les termes inégaux de l'échange

Dans une perspective de compétition internationale, les pays de la périphérie sont obligés d'exploiter leur main d'œuvre au plus bas coût possible pour garder un avantage comparatif. Des études de cas montrent en effet que certains enfants travaillaient dans des secteurs industriels ou agro-alimentaires alors que leur père était au chômage et ne trouvait pas d'emploi dans ces mêmes secteurs. « L'employeur connaissant le salaire minimal acceptable par un adulte préfère encore employer un enfant dont le salaire sera plus bas¹¹⁰ ».

En prenant l'exemple de l'industrie du tapis de l'Uttar Pradesh, Bernard Schlemmer montre comment ce contexte économique requiert l'utilisation

¹⁰⁸ Bhukuth Augendra, « Le travail des enfants : une revue de la littérature économique récente », *Éthique et économique*, n.2, 2004.

¹⁰⁹ M.C. Naidu and K. Dasaratha Ramaiah, "Child labour in India : an overview", *Journal of Social Sciences*, Vol 13, n. 3, Nov. 2006, 199-204

¹¹⁰ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (page consultée le 10 Décembre 2007)

d'une main d'œuvre infantile¹¹¹. En effet, l'Inde est le premier producteur mondial de tapis mais la concurrence de la Chine et du Népal est de plus en plus contraignante. Le gouvernement indien accuse même la Chine de dumping. Avec la dévaluation de la roupie et l'augmentation du prix de la laine importée de Nouvelle-Zélande, le seul avantage comparatif de l'Inde réside maintenant dans le faible coût de sa main d'œuvre. Ainsi, après une analyse comptable, l'auteur nous montre que si on ne faisait travailler que des adultes, les salaires qui représentent 50% du coût du tapis s'élèveraient à 11,25 milliards au lieu de 6,95 milliards de dollars. Sachant que les bénéfices de cette industrie ne s'élèvent qu'à 1,4 milliards de dollars, on constate que le travail des enfants est primordial pour la survie de ce secteur et qu'il est difficilement substituable.

De même, une étude du CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) en 1997 sur l'industrie du diamant au Rajasthan et au Gujarat explique comment le recours à une main d'œuvre infantile permet de comprimer les coûts de production et de devenir ainsi plus compétitif à l'échelle mondiale. Un enfant gagne en effet jusqu'à six fois moins qu'un adulte pour le même travail. L'Inde occupe ainsi 70% du marché de cette pierre précieuse au niveau mondial en utilisant une main d'œuvre constituée de 20% d'enfants. La main d'œuvre ne représente pourtant que 1% des frais de

¹¹¹ Schlemmer, Bernard. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation*. (Paris: Karthala-Orstom, 1996)

production¹¹². Cela souligne la forte élasticité de la demande¹¹³ par rapport aux prix au niveau international.

Critique de la pauvreté comme déterminant principal du travail infantile

On remarque que l'hypothèse de la pauvreté comme déterminant principal du travail des enfants est fortement critiquable. On constate ainsi par exemple que le Népal est plus riche que la Tanzanie, pourtant la part d'enfants travailleurs y est trois fois plus importante¹¹⁴. Une analyse des données statistiques sur le problème en Inde permet également de remettre en question l'hypothèse de la pauvreté. Ainsi, alors que le Kerala et l'Andhra Pradesh ont presque le même revenu par tête, on voit dans le premier cas que le problème a été presque endigué avec un taux d'exploitation de seulement 0,47% tandis que dans le second il reste toujours aussi élevé avec un taux de 7,7%¹¹⁵. La pauvreté peut donc être considérée comme un facteur indirect.

2.2.2 Les déterminants socioculturels

¹¹² Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10 Décembre 2007)

¹¹³ Il s'agit du degré de sensibilité de la demande aux variations de prix. Elle peut être définie comme le rapport entre la variation relative de la demande d'un bien et la variation relative du prix de ce bien.

¹¹⁴ Eric Edmonds, « Comprendre le travail des enfants : Tendances, formes et causes ». En ligne <http://usinfo.state.gov/journals/ites/0505/ijef/edmonds.htm> (Page consultée le 21 décembre 2007)

¹¹⁵ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 18 décembre 2007)

D'autres travaux vont mettre l'accent sur les variables culturelles comme facteur explicatif.

Le travail des enfants vu comme un processus de socialisation

Traver et Larson¹¹⁶ essaient ainsi d'expliquer comment les cultures traditionnelles peuvent contribuer ou être plus propices à l'exploitation infantile. Certaines sociétés traditionnelles perçoivent effectivement le travail des enfants comme bénéfique car il représente un mode d'apprentissage¹¹⁷. « Le travail des enfants est considéré par nombre de parents comme un processus de socialisation, un apprentissage des valeurs utiles pour la vie adulte¹¹⁸ ». Ainsi, au début de l'industrialisation, le travail des enfants était considéré comme un procédé efficace pour apprendre aux enfants la réalité de la vie. On considère donc naturel que l'enfant participe à l'effort commun.

Des préjugés négatifs envers l'éducation

M. Bonnet souligne dans une étude menée en 1973 les préjugés négatifs qui existent envers l'éducation:

Les entretiens avec des enfants au travail ou leurs parents révèlent comme raison de l'abandon scolaire le fait que l'école n'apporte pas de qualifications professionnelles ou qu'elle est même un handicap pour l'emploi car elle forme l'enfant pour un autre genre de vie que celui qui sera le sien plus tard¹¹⁹.

¹¹⁶ Traver, E.K et Larson D. *Child Labor, a global view*. (London : Greenwood Press. 2004).

¹¹⁷ Schlemmer, Bernard. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation*. (Paris : Karthala-Orstom, 1996)

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/> > (page consultée le 3 janvier 2008)

En effet, en Inde, de nombreuses personnes qualifiées ne trouvent pas d'emploi et n'ont souvent pas d'autres choix que d'accomplir les tâches agricoles familiales. On retrouve ce constat dans de nombreux pays en développement notamment suite aux politiques d'ajustement structurel du Fond Monétaire international. En effet, suite aux coupes de budget dans le secteur public, une grande partie des jeunes diplômés se retrouvent sans emploi. Cela a donc renforcé le manque de confiance en l'école comme vecteur de réussite.

La discrimination des castes inférieures

Le système des castes ne favorise pas l'endiguement de ce problème, bien au contraire il l'amplifie¹²⁰. En Inde, il existe quatre différentes castes. Les intouchables ou « Dalits » forment la caste inférieure. Les enfants de cette caste sont les plus susceptibles d'occuper des emplois dangereux. En effet, dans la tradition hindoue, ce groupe occupe la place la plus basse dans la société et doit par conséquent accomplir les tâches subalternes. L'évolution sociale n'existe pas et d'autant plus que cette condition se transmet de génération en génération. Cette discrimination expliquerait donc le fort absentéisme des enfants de castes inférieures dans les écoles.

La discrimination des filles

¹²⁰ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde*, Paris : Éditions La Découverte, 1999.

De même, la condition des filles est particulièrement précaire en Inde. En effet, pour Amartya Sen¹²¹, dans une société patriarcale comme l'Inde, il existe clairement une discrimination envers le sexe féminin. Étant donné qu'elles vont vivre avec la famille de leur époux, les parents ne voient pas l'intérêt d'investir dans leur éducation¹²². Elles sont ainsi amenées à s'occuper des tâches ménagères ou travailler dans les champs.

L'éducation des filles est considérée comme un investissement à perte, car elles consacreront leur vie à la tenue d'un ménage. Une idée répandue veut d'ailleurs qu'une fille éduquée soit moins encline à se marier et à bien remplir son rôle traditionnel¹²³.

Sonalde Desai dans son ouvrage *Gender Inequalities and Demographic Behavior* affirme que le renoncement des parents à envoyer leurs enfants à l'école provient de ce sous-statut de la femme. Celui-ci dit:

Parents have several incentives for not educating their daughters. Foremost is the view that education of girls brings no returns to parents and that their future roles, being mainly reproductive and perhaps including agricultural labor, require no formal education. As more and more boys are engaged in education, there is a growing reliance on the labor of girls. Girls are increasingly replacing their brothers on the farm while carrying on their usual responsibilities in housework. A large proportion of the roughly 40 million "nonworking" girls who are not in school are kept at home because of responsibilities in housework¹²⁴.

Le travail des enfants, un phénomène rural

¹²¹ Sen A, « Many Faces of Gender Inequality », *Frontline*, vol 18 (22), India's National Magazine, The Hindu, 2001.

¹²² Parsons and Goldin, « Parental Altruism and Self-Interest: Child Labour among Late Nineteenth-Century American Families », *Economic Inquiry*, 27. 1989. 637-659.

¹²³ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999)

¹²⁴ Sonalde Desai, *Gender Inequalities and Demographic Behavior: India*. (New York: The Population Council, 1994)

Le phénomène du travail des enfants est également plus intense en milieu rural. « La banque mondiale relève d'ailleurs que plus la part de l'agriculture est élevée dans le PIB d'un pays, plus la fréquence du travail des enfants est élevée, c'est un phénomène rural¹²⁵. » En effet, le travail agricole ne requiert pas une grande qualification d'où le recours à une forte main d'œuvre infantile.

2.3 Hypothèses

La littérature souligne l'aspect multidimensionnel de l'exploitation infantile. À partir de notre cadre théorique et de l'état de la question, nous avons émis différentes hypothèses pour expliquer le travail des enfants.

Hypothèse 1 : Le revenu des familles

Notre première hypothèse stipule que plus le revenu des familles est faible, plus le taux d'exploitation des enfants aura tendance à augmenter. En effet, selon le théorème luxueux de la pauvreté de Basu¹²⁶, les parents n'envoient leurs enfants travailler que dans le cas où leurs revenus ne seraient pas suffisants pour assumer financièrement les charges du foyer.

¹²⁵ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999)

¹²⁶ Basu K et Van. "The Economic of Child Labour", *American Economic Review*, Vol 88 (3), 1998, 412-427

Hypothèse 2 : La part du secteur agricole

La seconde hypothèse avance que plus la part du secteur agricole est importante dans l'État, plus les enfants auront tendance à être exploités en raison notamment du niveau élevé du facteur travail par rapport au capital dans ce secteur.

Hypothèse 3 : Ouverture de l'État au commerce mondial

La troisième hypothèse énonce que plus un État est ouvert à l'extérieur, plus les employeurs auront tendance à employer des enfants. En effet, si on se réfère au travail de Schlemmer¹²⁷ sur l'industrie du tapis de l'Uttar Pradesh, on remarque que dans des secteurs soumis à la compétition internationale, la main-d'œuvre enfantine est difficilement substituable et constitue même dans certains cas l'unique avantage comparatif.

Hypothèse 4 : L'accès restreint au système de crédit

La quatrième hypothèse avance qu'un accès restreint à un système de crédit officiel (autre que celui d'un usurier) va mener les parents à envoyer leurs enfants travailler. En effet, l'inaccessibilité à des prêts rend les familles vulnérables aux moindres risques.

Hypothèse 5 : L'interventionnisme étatique

¹²⁷ Schlemmer, Bernard. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation* (Paris : Karthala-Orstom, 1996)

La cinquième hypothèse énonce que plus un État est enclin à intervenir dans le secteur social notamment à travers des dépenses dans l'éducation, la santé et dans des programmes de lutte contre le travail des enfants plus le problème aura tendance à diminuer. En effet, pour Gathia, la réussite du Kerala à éliminer le travail des enfants s'explique en partie par « l'expérience socialiste unique tentée là-bas dans le domaine du développement social, qui faisait de l'enseignement primaire et de la sensibilisation sociale les premiers objectifs de l'État¹²⁸. »

Hypothèse 6 : L'enfant comme assurance

Notre sixième hypothèse formule que la tradition qui considère l'enfant comme une assurance accentue le problème. Plus les familles auront d'enfants, plus il y aura de chance que ceux-ci soient exploités. « Les familles nombreuses offrent de meilleures chances de survie économique, mais elles supposent un nombre encore plus grand d'exploités potentiels¹²⁹. » Les enfants représentent donc une assurance pour les parents. En effet, M. Eswaran montre que :

L'arbitrage des parents entre la quantité et la qualité des enfants dépend de leur probabilité de survie. Pour des niveaux faibles de cette probabilité, les parents ont intérêt à avoir beaucoup d'enfants pour s'assurer que certains d'entre eux pourront les aider financièrement lorsqu'ils seront vieux. Ils doivent alors

¹²⁸ Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (Page consultée le 6 Mars 2008)

¹²⁹ Ibid.

faire travailler ces enfants pour que le niveau de la consommation courante du ménage soit suffisant.¹³⁰

Hypothèse 7 : Les castes inférieures

Notre septième hypothèse émet l'idée que plus la part de castes inférieures est importante, plus le travail des enfants aura tendance à augmenter.

Cette division sociale rigide, vieille de plusieurs siècles, codifie les relations sociales, le mariage, l'accès aux métiers. Les fonctions sociales prédominantes sont dévolues aux hautes castes, et les populations les plus pauvres et les enfants qui travaillent sont constitués des castes inférieures¹³¹.

Hypothèse 8 : La discrimination envers la femme

La huitième hypothèse avance que la discrimination à l'égard des femmes renforce le problème du travail infantile. En effet, les parents vont préférer ne pas éduquer leurs filles car le bénéfice rapporté ne restera pas au sein de la structure familiale.

Hypothèse 9 : Le niveau d'éducation des parents

Plus les parents seront éduqués, moins ils enverront leurs enfants travailler et préféreront les envoyer étudier. En effet, les parents accorderont une plus grande confiance au système éducatif perçu comme un vecteur de réussite.

¹³⁰ Pierre-Emmanuelle Couralet, *Une analyse économique du travail des enfants*, (EHESS Paris : Thèse de doctorat, 2002). En ligne : < <http://pagesperso-orange.fr/travail-des-enfants/>> (page consultée le 03/01/08)

¹³¹ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999)

De ce qui précède, il est donc légitime de se demander quels sont les déterminants qui influencent réellement le taux d'exploitation des enfants en Inde et à quelle ampleur. En effet, nous avons vu que les études ne convergent pas réellement pour déterminer les causes du travail infantile. Certaines sources citent la pauvreté, d'autres la culture ou encore la politique. Ces différentes causes ont sûrement toutes un rôle à jouer pour expliquer l'exploitation, cependant, dans quelle mesure agissent-elles sur celle-ci? Le cas de l'Inde est particulièrement intéressant car il s'agit du pays qui détient le plus grand nombre d'enfants travailleurs. De plus, son organisation politique et administrative en différents États semi-autonomes permettra de faire une étude « à un niveau suffisamment désagréé pour permettre d'estimer l'impact d'un certain nombre de facteurs sur le travail des enfants¹³² ». On remarque effectivement que le problème du travail des enfants a souvent été étudié sur la base nationale (H.S. Nielsen et A. Dubey¹³³) ou sur la base d'un seul État (B. Schlemmer¹³⁴). Plusieurs études utilisant la méthode des entrevues ont également été menées à une échelle plus petite pour comprendre les comportements au sein des structures familiales. Les études comparatives entre les différents États indiens ne sont donc pas nombreuses ou elles sont limitées. De plus, les auteurs étudient les déterminants du travail des enfants séparément

¹³² Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde* (Paris : Éditions La Découverte, 1999)

¹³³ Nielsen H.S et Dubey A. "child labour in rural India : a micro-economic perspective", *The Indian Journal of Labour economics*, Vol 45, n.3, 2002.

¹³⁴ Schlemmer, Bernard. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation*. (Paris : Karthala-Orstom, 1996)

et les mettent rarement en relation entre eux. Les études quantitatives sur le rôle de la tradition sont également inexistantes.

Dans son mémoire sur les déterminants du travail des enfants en Inde, Sophie Labenne fait une analyse économétrique comparative entre les différents districts indiens en 1991¹³⁵. Elle essaie de mettre en relief la multicausalité du problème par la mise en place d'un modèle d'équation explicatif. On remarque cependant que son analyse est basée sur des données qui datent de plus de quinze ans. De plus, on observe qu'elle ne fait pas intervenir dans son modèle des variables d'ordre macro-économique. Il serait donc intéressant d'enrichir le modèle qu'elle utilise.

¹³⁵ Sophie Labenne «Les déterminants du travail des enfants en Inde», Papers Number 166, 1996. En ligne : <<http://ideas.repec.org/p/fth/nodapa/166.html>> (page consultée le 15 Décembre 2007)

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

3.1 Présentation des données

Nos hypothèses pour expliquer le travail des enfants relèvent donc de trois catégories principales, l'économie, le socioculturel et le politique. Les données statistiques dont nous disposons pour l'Inde proviennent de trois sources différentes, le gouvernement indien, les organisations internationales et les organisations non-gouvernementales. Dans le cadre de notre recherche, nous avons décidé de nous appuyer uniquement sur les deux premiers types de sources. En effet, les études d'ONG apparaissent souvent sous la forme d'études de cas de régions particulières ou de villes spécifiques. Seules les données publiées par le gouvernement indien ou certaines organisations internationales sont produites pour l'ensemble des États indiens.

Les données gouvernementales

Il existe en Inde deux enquêtes majeures réalisées sur la base de tous les États indiens : le *Census of India* et le *National Sample Survey*.

Le *Census of India* est réalisé tous les dix ans en Inde depuis 1871. Il s'agit de la « seule enquête couvrant l'intégralité de la population indienne¹³⁶ ».

Les données sont disponibles à l'échelle des villages, des districts et des États.

Le recensement traite de nombreuses données socio-économiques et

¹³⁶ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10 décembre 2007)

démographiques telles que le taux d'alphabétisation par genre, le taux d'urbanisation, la proportion des différentes religions... Une méthodologie unique a été établie depuis 1961 permettant ainsi de mener des analyses temporelles.

Le *National Sample Survey* est une étude qui est menée tous les cinq ans en Inde.

The National Sample Survey (NSS), initiated in the year 1950, is a nation-wide, large-scale, continuous survey operation conducted in the form of successive rounds. It was established on the basis of a proposal from P.C. Mahalanobis to fill up data gaps for socio-economic planning and policy making through sample surveys¹³⁷.

Pour chaque État, elle se base sur des échantillons afin d'établir des extrapolations. On constate donc que contrairement au *Census of India*, il ne s'agit pas d'une étude qui couvre l'ensemble de la population. Cette enquête met en avant différentes données socio-économiques comme le niveau d'éducation et le taux d'alphabétisation. Néanmoins, elle est moins complète que le recensement indien au niveau des données démographiques et culturelles. On note effectivement que les données relatives aux problèmes des castes ou de la fertilité ne sont pas disponibles.

Pour notre étude, nous avons décidé de travailler avec le dernier recensement indien de 2001. Celui-ci prend en compte plusieurs facteurs, notamment la dimension culturelle. Les données concernant le recensement sont également plus facile d'accès. En effet, même si le coût du *Census of*

¹³⁷ Government of India, « National sample survey Organisation ». En ligne : http://www.mospi.nic.in/mospi_about_nssso.htm (page consultée le 14 Janvier 2008)

India avoisine les 150 dollars, les données dont nous avons besoin sont pour la plupart disponibles gratuitement sur le site du Census. Le National Sample Survey est beaucoup plus dispendieux et moins facile d'accès.

Le *National Family Health Survey* (NFHS) est également une enquête sur les comportements des ménages en Inde qui traite des questions de santé, de planning familial, de fertilité... Cependant, les données disponibles sont moins récentes que ceux du recensement et date de 1999. En effet, lors de notre collecte d'information, le NFHS-3 pour les années 2005-2006 n'était pas encore disponible. De plus, cette enquête s'appuie sur seulement 26 États, ce qui rend la recherche moins pertinente.

Pour les variables économiques telles que le produit national brut, le taux de service bancaire ou encore le ratio de pauvreté, nous avons eu recours à la base de donnée en ligne du Ministère des finances et du Ministère des Statistiques. En effet, des rapports de comptes émis pour chaque État sont disponibles pour différentes années.

Les données d'organisations internationales

Suite au Sommet mondial pour les enfants en 1990, l'UNICEF a mis au point l'enquête à indicateur multiple (MICS) pour aider les pays en voie de développement à combler certaines lacunes dans leurs bases de données¹³⁸. Une étude au niveau de chaque État a été spécifiquement menée en Inde en 2000. Nous avons choisi de retenir également cette source qui offre une

¹³⁸ UNICEF, « Monitoring the situation of children and women ». En ligne : <http://www.childinfo.org/> (Page consultée le 14 Février 2008)

information très détaillée. Ainsi, par exemple, pour le taux de fréquentation scolaire, nous avons des données selon le niveau, l'âge, le sexe et la localisation (rural ou urbain).

Notre étude portera donc sur 25 États indiens (Andhra Pradesh, Arunachal Pradesh, Assam, Bihar, Goa, Gujarat, Haryana, Himachal Pradesh, Jammu et Kashmir, Karnataka, Kerala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Orissa, Punjab, Rajasthan, Sikkim, Tamil Nadu, Tripura, Uttar Pradesh, West Bengale) et 7 territoires (Andaman et Nicobar Islands, Chandigarh, Dadra et Nagar Haveli, Daman et Diu, Delhi, Lakshadweep, Pondichéry). Nous avons retenus les États où le recensement de 2001 avait eu lieu. En effet, le Jharkand, Chhattisgarh et l'Uttarakhand ne furent créés qu'en 2000 à partir d'États déjà existants.

3.2 Méthode quantitative utilisée

Dans cet exposé, nous comptons montrer l'impact de différents facteurs sur le travail des enfants. Étant donné que nous disposons de plusieurs hypothèses et que le travail des enfants doit être étudié comme un problème multidimensionnel, nous avons décidé de recourir à une technique économétrique de régression multivariée basée sur la méthode des moindres carrés ordinaires pour chaque État indien. Nous utiliserons des tests de signification statistique unilatéraux dans notre étude. La disponibilité des données ne nous permettait pas de mener une analyse en série temporelle ni

même une estimation en données de panel. En effet, les variables indépendantes ne pouvaient être renseignées que pour la seule année 2001.

La régression multivariée est définie comme un outil permettant d'étudier et de mesurer la relation existante entre une variable (Y), dite variable expliquée, et d'autres variables (H_i), dites variables explicatives¹³⁹. Cette méthode nous permettra notamment de voir s'il existe réellement une relation significative entre le travail des enfants et nos différentes hypothèses. « En effet, elle permet de saisir l'effet d'une variable en contrôlant l'impact des autres et ainsi de capter, dans une certaine mesure, les effets indirects existants¹⁴⁰. » De plus, la méthode des moindres carrés nous permettra de déterminer la fonction qui minimise les écarts entre les données du terrain et le modèle mathématique.

3.3 Variables

3.3.1 Variable dépendante

Le travail des enfants

Notre variable dépendante est le travail des enfants. Le recensement indien de 2001 considère comme un enfant travailleur toute personne

¹³⁹ Modalisa. «Régression multiple». En ligne :

<<http://www.modalisa.com/Lexique/Regmulti.html>> (Page consultée le 14 Janvier 2008)

¹⁴⁰ Sophie Labenne «Les déterminants du travail des enfants en Inde», Papers Number 166, 1996. En ligne : <<http://ideas.repec.org/p/ftl/nodapa/166.html>> (page consultée le 15 Décembre 2007)

appartenant à la tranche d'âge 5-14 ans « engagée dans une activité économique et productive ».

Le *Census of India* considère qu'un enfant travaille si la production à laquelle il participe est destinée à la vente. L'enfant non rémunéré est pris en compte du moment que son activité sert à une production destinée à la vente. Si le travail effectué sert à la consommation de la famille, l'enfant n'est pas considéré comme travailleur¹⁴¹.

Les enfants travaillant dans la sphère familiale, principalement des filles, ne sont pas pris en considération. Les chiffres du recensement indien concernant le travail des enfants sont donc à relativiser. Ainsi, une étude dirigée par Gathia (1992) révèle certaines incohérences dans les données du recensement. En effet, en 1981, on estimait à 179,3 millions le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école. Le recensement estimait à 99 millions le nombre d'enfants scolarisés et à 13,7 millions le nombre d'enfants travailleurs. 66,6 millions d'enfants n'appartenaient donc à aucune de ces différentes catégories et avaient été ignorés par les statistiques¹⁴². Pour pallier cette lacune, nous avons décidé de choisir un indicateur différent de celui proposé par le recensement : le taux d'absentéisme scolaire. Nous nous basons ici sur une définition de M.C. Naidu et de K. Dasaratha Ramaiah qui énoncent que :

Any child out of school is a child labour. The definition of child labour therefore encompasses every non-school going child irrespective of whether the child is engaged in wage or non wage work or whether he or she is working for the family of

¹⁴¹ Marie Daumal, « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : < <http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10 Décembre 2007)

¹⁴² Mendes, Errol, « Le Martyre des Innocents : Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales ». En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (Page consultée le 6 Mars 2008)

others, employed in hazardous or non-hazardous occupations, employed on a day wage or on a contract basis is a child labour¹⁴³.

D'après cette définition, on peut supposer qu'un enfant ne reste pas oisif, s'il n'étudie pas, cela impliquerait qu'il travaille. Il est évident que ceci n'est pas un axiome, certains enfants restent inactifs et ne vont pas à l'école et inversement un enfant peut travailler et aller à l'école. L'indicateur de « net attendance ratio in elementary school » du MICS de l'UNICEF représente le pourcentage d'enfants âgés entre 6 et 13 ans qui vont dans les classes de niveau 1 à 8. Pour estimer le pourcentage d'enfants travailleurs, il suffit donc de soustraire à 100 ce dernier indicateur. On observe ainsi qu'en Inde, en moyenne 37,1% des enfants entre 6 et 13 ans ne fréquentent pas l'école. Le Meghalaya est l'État où la situation est la plus précaire avec un taux d'absentéisme de 56,4%. Le Kerala au contraire présente un taux d'absentéisme relativement faible qui approche les 10%¹⁴⁴.

3.3.2 Variables indépendantes

Le revenu des familles

Notre première hypothèse se fonde sur le revenu des familles. Pour mesurer le revenu, on peut utiliser le produit national net par habitant

¹⁴³ M.C. Naidu and K. Dasaratha Ramaiah, « Child labour in India : an overview », *Journal of Social Sciences*, Vol 13, n. 3, Nov. 2006, 199-204

¹⁴⁴ UNICEF, « Multiple Indicator Survey », Novembre 2001. En ligne : <http://www.childinfo.org/MICS2/newreports/india/india.pdf> (page consultée le 21 Janvier 2008)

disponible dans les données du Ministère des Finances. Il s'agit du produit national brut moins l'amortissement du capital divisé par le nombre d'habitants. Nous avons cependant décidé de recourir à l'indicateur du ratio de pauvreté qui représente le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. En effet, la présence d'un seuil permet de faire la dichotomie entre les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté du reste de la population. On remarque ainsi que 21,5% de la population indienne vit en dessous du seuil de pauvreté¹⁴⁵. La situation est particulièrement problématique dans l'Orissa où près de la moitié des habitants subsistent avec moins d'un dollar par jour.

La part du secteur agricole

Notre seconde variable montre la présence d'un fort secteur agricole. Bien que le recensement indien donne la répartition de la population active par secteur, nous avons résolu dans cette étude de considérer l'hypothèse selon laquelle, la population rurale travaille dans le domaine agricole tandis que la population urbaine travaille dans les autres secteurs. Ainsi, nous allons soustraire à 100 le taux d'urbanisation par État pour obtenir notre indicateur de personne vivant en milieu rural. On observe ainsi en Inde que 72% de la population vit en milieu rural. Dans certains États comme l'Himachal Pradesh, ce taux dépasse même les 90%¹⁴⁶.

¹⁴⁵ Government of India, Planning Commission, «Statewise poverty ratio». En ligne : <<http://www.infochangeindia.org/indiastatsreport.jsp>> (page consultée le 13 Janvier 2008)

¹⁴⁶ Registrar General of India. *Census of India 2001* (New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs, 2001).

Ouverture de l'État au commerce mondial

La troisième variable définit l'ouverture économique de l'État sur l'extérieur. On peut la mesurer grâce à la part additionnée des exportations et des importations divisée par le PNB total de l'État. Cependant, nous n'avons pas trouvé ces données au niveau des différents États pour construire notre indicateur. Une étude du Bureau International du travail en 1996, *Is child labour really necessary in India's carpet industry*, montre d'ailleurs des résultats contraires aux travaux de Bernard Schlemmer¹⁴⁷. En effet, selon cette étude, la survie du secteur du tapis ne dépend pas vraiment du travail des enfants car « le surcoût de l'emploi d'adultes était étonnamment modeste en proportion du prix auquel les tapis sont vendus dans les pays importateurs : entre 5 et 10% du prix¹⁴⁸ ». De plus, un article d'Edmonds et Javenick (2002) sur le Vietnam révèle au contraire que l'augmentation des exportations de riz entraînait la baisse de l'exploitation infantile¹⁴⁹. Nous avons alors préféré abandonner l'étude de la validité de cette hypothèse pour notre recherche. Il serait cependant intéressant de vérifier sa conformité dans une étude ultérieure.

L'accès au crédit

Pour mesurer l'accessibilité des personnes à des prêts, nous avons choisi d'utiliser comme indicateur le taux d'accès au service bancaire dans

¹⁴⁷ Aude Cadiou. «Le Travail des enfants». *Mémoire pour le diplôme d'Études Approfondies de Droit Privé*. (Université de Nantes : Faculté de Droit et de Sciences Politiques, 2002)

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Eric Edmonds, «Comprendre le travail des enfants : Tendances, formes et causes». En ligne. <<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0505/ijef/edmonds.htm>> (Page consultée le 21 Décembre 2007)

chaque État. En Inde, 38% de la population a accès au service bancaire. Dans certains États comme le Manipur, on constate que cet accès est presque inexistant avec seulement 10% de la population qui a accès aux banques.

L'interventionnisme étatique

Nous allons utiliser comme indicateur la valeur per capita dépensée par le gouvernement en matière d'éducation. Ainsi, le montant de l'investissement en éducation s'élève environ à 1400 roupies par habitant en Inde. Ce montant varie cependant d'un État à un autre. Alors qu'il ne représente que 500 roupies dans l'État du Bihar, il atteint presque les 4000 roupies dans le Lakshadweep.

L'enfant comme assurance

Notre hypothèse stipule que les familles nombreuses offrent plus de chance de survie car chaque enfant représentera une source de revenu. Nous allons donc recourir au taux de fertilité par femme comme indicateur pour cette hypothèse. En effet, plus les parents seront d'avis que leurs enfants représentent un investissement, plus ils auront tendance à procréer. Selon nos données, le nombre moyen d'enfants par femme en Inde est de 3,25.

La présence de caste inférieure

Pour mesurer la présence de castes inférieures, on peut utiliser le pourcentage d'intouchables par rapport à la population totale de l'État. Le nombre d'intouchables correspond aux nombres de personnes qui

appartiennent aux « scheduled castes » et « scheduled tribes » dans le recensement indien de 2001. Ces castes inférieures appelées plus communément Dalits et Adivasis représentent presque le quart de la population de l'Inde. La Constitution indienne fait d'ailleurs explicitement référence à elles comme groupes ayant besoin d'une assistance particulière étant donné la discrimination qui perdure à leur égard. On remarque que selon les États, la part de ces castes varie grandement. Ainsi, alors qu'elles représentent neuf habitants sur dix dans le Mizoram ou le Nagaland, elles ne représentent qu'un habitant sur dix au Kerala.

La discrimination envers les femmes

Il est difficile de mesurer directement l'ampleur de la discrimination envers les femmes. On peut se servir par exemple du pourcentage de femme dans la population. En effet, étant donné que les femmes sont considérées comme inférieures aux hommes, les mères ont souvent recours à l'avortement sélectif quand elles savent qu'elles portent une fille¹⁵⁰. Cela crée donc un déséquilibre dans la distribution des sexes dans la population.

En 1991, il naissait 945 filles pour 1 000 garçons. Dix ans plus tard, il naissait 927 filles pour 1 000 garçons, alors que la moyenne mondiale s'établit à 1 050 filles pour 1 000 garçons. L'UNICEF affirme que, chaque jour, l'Inde perd 7 000 filles. Selon le journal médical britannique *The Lancet*, ce pays a perdu 10 millions de filles en vingt ans¹⁵¹.

¹⁵⁰ Sudha, S. et Rajan, I. S, « Female Demographic Disadvantage in India 1981-1991: Sex Selective Abortions and Female Infanticide », *Development and Change*, Vol. 30, No 3, 1999: 585-618.

¹⁵¹ Radio France Internationale, « Le gouvernement veut protéger les bébés filles », 4 Mars 2008. En ligne. <http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_63508.asp> (page consultée le 12 Mars 2008)

En effet, dans la culture indienne, le garçon est préféré car il transmet le nom, il peut gagner de l'argent et s'occuper de ses parents âgés tandis que la fille est destinée à quitter sa famille et doit être dotée pour le mariage, ce qui représente un coût important¹⁵².

Nous avons également créé un deuxième indicateur de discrimination féminin. Il s'agit d'une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si le pourcentage de femme alphabétisée sur le pourcentage d'homme alphabétisé est inférieur à 75% sinon il prend la valeur 0. En effet, dans les États où la discrimination est moins importante, le ratio entre l'alphabétisation masculine et féminine sera plus faible.

L'éducation des parents et la confiance en l'école

On peut mesurer le niveau d'éducation des parents grâce au taux d'alphabétisation. Une plus grande alphabétisation traduira également une plus grande confiance envers le système éducatif.

3.4 L'équation de régression

Il ne nous reste donc plus que 8 hypothèses qui peuvent être résumées sous la forme de la relation fonctionnelle suivante :

¹⁵² Ibid.

$$ABSCO = \beta_0 + \beta_1 POVRAT + \beta_2 POPRUR - \beta_3 SERVBANK \\ - \beta_4 DEPEDU + \beta_5 FERT + \beta_6 CAST - \beta_7 FEM - \beta_8 ALPHA + \varepsilon$$

où ABSCO = taux d'absentéisme scolaire chez les 6-13 ans en pourcentage

POVRAT = pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté

POPRUR = pourcentage de la population vivant en milieu rural

SERVBANK = pourcentage de personnes ayant accès au service bancaire

DEPEDU = montant per capita dépensé par le gouvernement en matière d'éducation

FERT = taux de fertilité moyen par femme

CAST = pourcentage des « scheduled tribes » et « scheduled castes » dans la population

FEM = pourcentage de femme dans la population

ALPHA = Taux d'alphabétisation de la population

ε = Résidu¹⁵³

Pour tester nos hypothèses de recherche, nous allons éventuellement enlever, ajouter ou modifier certaines variables et vérifier si le coefficient associé est significativement différent de zéro. Nous présentons dans le tableau ci-dessous les effets attendus pour chaque variable.

¹⁵³ Il s'agit de l'écart entre chaque valeur de la variable dépendante et la valeur que l'on a prédite.

TABLEAU 2. Synthèse des effets attendus pour chaque variable

Variables	Signe attendu
POVRAT	$\beta_1 > 0$
POPRUR	$\beta_2 > 0$
SERVBANK	$\beta_3 < 0$
DEPEDU	$\beta_4 < 0$
FERT	$\beta_5 > 0$
CAST	$\beta_6 > 0$
FEM	$\beta_7 < 0$
ALPHA	$\beta_8 < 0$

CHAPITRE 4 : RÉSULTATS

Nous présentons dans ce chapitre les résultats obtenus lors de l'analyse de régression. Nous avons testé nos différentes hypothèses avec le logiciel statistique SPSS. Dans une première partie, nous nous intéressons à évaluer l'impact des différentes variables sur l'absentéisme scolaire. Dans une seconde partie, nous approfondissons notre étude en ne conservant que les variables les plus significatives. Nous analysons leurs influences sur l'absentéisme scolaire des filles et des garçons, en milieu rural et en milieu urbain.

4.1 L'influence de différentes variables sur l'absentéisme scolaire

4.1.1 Modèle naïf

Dans ce modèle, nous ne testons pas directement toutes les hypothèses. Nous n'avons en effet retenu que les variables qui reviennent le plus souvent dans la littérature: la part des castes, le ratio de pauvreté, le taux d'alphabétisation, le pourcentage de femme dans la population et le pourcentage de la population rurale.

Ces cinq variables expliquent ainsi 75,3% de la variance du taux d'absentéisme scolaire. D'autres facteurs indépendants sont susceptibles d'améliorer le niveau du coefficient de détermination.

Nous allons maintenant analyser plus en détail l'impact de nos différentes variables exogènes sur l'absentéisme scolaire.

TABLEAU 3. Résultats de l'analyse de régression pour le modèle naïf

	Modèle naïf
Constante	100,74*** (4,093)
Part des castes inférieures	0,096** (2,422)
Ratio de pauvreté	0,261*** (2,574)
Taux d'alphabétisation	-0,773*** (-6,447)
Pourcentage de femmes dans la population	-0,368 (-0,676)
Pourcentage de population rurale	-0,086 (-1,312)
R² ajusté	0,753
N	32

*Légende: Les t de Student sont donnés entre parenthèses. *, **, *** indiquent que le coefficient est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %.*

La part des castes

Conformément à nos attentes, la présence de castes inférieures exerce un effet positif sur l'absentéisme scolaire. Ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, si la proportion d'intouchables augmente de 10%, le taux d'enfants non scolarisés croît de 0,9%.

On remarque que la corrélation qui existe entre la variable caste et la variable « ratio de pauvreté » est faible¹⁵⁴. La littérature affirme pourtant que les castes inférieures constituent la couche la plus pauvre de la population. Cette confusion vient du fait qu'on assimile souvent le concept de castes à celui de classe socio-économique. En effet :

Un système de classes est principalement lié à la richesse matérielle. Il n'en est pas ainsi pour les castes. Les brahmanes, par exemple, étant spirituellement supérieurs, doivent renoncer aux plaisirs matériels. Il est donc du devoir des autres castes de fournir aux brahmanes la nourriture et les autres produits nécessaires au déroulement de leur vie terrestre. Toutefois, les castes et les classes ont un point commun : l'éducation qui est principalement réservée aux strates supérieures¹⁵⁵.

Le ratio de pauvreté

Le « ratio de pauvreté » influence de manière positive l'absentéisme scolaire. Dans une optique de survie, les parents préféreront donc envoyer leurs enfants travailler pour ramener un revenu supplémentaire. Le coefficient de régression de cette variable est significatif à un seuil de 1%. Ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse de 10% du ratio de pauvreté va entraîner une augmentation de 2,6% du taux d'absentéisme scolaire.

L'alphabétisation

Le signe négatif de cette variable est conforme à nos hypothèses. En effet, plus la population est lettrée moins l'absentéisme scolaire sera important. Le coefficient de régression est très significatif avec un sigma inférieur à 0,01.

¹⁵⁴ La valeur du coefficient de corrélation entre la variable pauvreté et caste est $r = 0,26$

¹⁵⁵ Encyclopédie Encarta, « Castes », En ligne <http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia/761565041/castes_syst%C3%A8me_de.html> (Page consultée le 17 Février 2008)

Si le taux d'alphabétisation croît de 10%, ceteris paribus, l'absentéisme scolaire diminue de presque 7,7%. En effet, les parents éduqués vont développer une plus grande confiance envers le système éducatif. Yacouba Diallo, dans une étude sur la Côte d'Ivoire, affirme ainsi que :

Plus l'éducation des parents est élevée, plus l'environnement familial est favorable à l'accumulation du capital humain. L'instruction des chefs de ménage conduit à une réorientation des activités vers des secteurs qui emploient moins les enfants¹⁵⁶.

L'alphabétisation apparaît donc comme un important vecteur de lutte contre le travail des enfants. Dans de nombreux cas, la scolarisation des enfants a d'ailleurs été entravée par l'illettrisme des parents qui n'étaient pas en mesure de compléter à temps les fiches d'inscriptions. On remarque que la mise en place d'un programme national d'alphabétisation destiné aux adultes, « The National Adult Educational Programme », a également permis aux parents d'être sensibilisés aux problèmes d'hygiène, de contraception et aux dangers du travail des enfants¹⁵⁷. Les parents deviennent conscients de leurs droits ainsi que de ceux de leurs enfants.

Part des femmes dans la population

Le coefficient de régression pour cette variable n'est pas significatif. On remarque cependant que son signe confirme notre hypothèse selon laquelle une meilleure acceptation du sexe féminin favorise l'accès à l'éducation. Nous

¹⁵⁶ Yacouba Diallo, « Les déterminants du travail des enfants en Côte d'Ivoire », *Documents de travail n.55* (Bordeaux : Centre d'économie du développement, Université Montesquieu, 2001)

¹⁵⁷ Sophie Labenne « Les déterminants du travail des enfants en Inde », *Papers Number 166*, 1996. En ligne : <<http://ideas.repec.org/p/fth/nodapa/166.html>> (page consultée le 15 Décembre 2007)

avons en effet émis le postulat selon lequel, une faible proportion de fille dans la population d'un État impliquait une plus grande discrimination à leur égard. Des chercheurs de l'hôpital Saint-Michael de l'Université de Toronto ont ainsi montré comment la diffusion des diagnostics prénataux a accentué le recours à l'avortement sélectif quand une fille était annoncée¹⁵⁸.

Cette étude montre ainsi que « dans les familles où le premier enfant était une fille, la proportion fille/garçon était de 759 filles pour 1000 garçons pour la deuxième naissance. Et quand les deux premiers enfants étaient des filles, la proportion passait à 710 filles pour 1000 garçons pour la troisième naissance alors que normalement il naît 105 garçons pour 100 filles¹⁵⁹.

Part de la population rurale

Notre postulat de base stipule qu'en milieu rural, les parents sont moins susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'école. Le signe négatif du coefficient de régression traduit pourtant le phénomène inverse. Le coefficient n'est cependant pas significatif. De plus, on observe une importante corrélation positive avec le taux d'alphabétisation¹⁶⁰. Ce résultat s'oppose à nos hypothèses. En effet, le travail en milieu rural demandant moins d'expertise, on s'attend à un taux d'alphabétisation plus bas. Ces anomalies dans les signes peuvent provenir de la structure de la population indienne. En effet, on constate par exemple qu'en valeur absolue l'Uttar Pradesh est l'un des États qui possède

¹⁵⁸ Radio France Internationale, « Le gouvernement veut protéger les bébés filles », 4 Mars 2008. En ligne. <http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_63508.asp> (page consultée le 12 Mars 2008)

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Le coefficient de corrélation r est de 0,5.

le plus de citadins, pourtant en valeur relative la part de population urbaine n'est que de 20,78%.

TABLEAU 4. Résultats de l'analyse de régression pour les modèles complets et partiels

	Modèle complet	Modèle partiel
Constante	98,938*** (2,761)	93,952** (2,202)
Part des castes inférieures	0,086* (1,618)	
Ratio de pauvreté	0,247** (2,955)	0,289* (1,925)
Taux d'alphabétisation	-0,711*** (-3,927)	
Pourcentage de femmes dans la population	-0,404 (-0,67)	-1,107* (-1,541)
Pourcentage de population rurale	-0,088 (-1.249)	0,007 (0,088)
Taux de fertilité par femme	0,804 (0,428)	4,266** (2,123)
Accès au service de banque	-0,031 (-0,289)	-0,186* (-1,526)
Log Dépense de L'État en matière d'éducation	-0,15 (-0,052)	-3,014 (0,289)
R² ajusté	0,724	0,565
N	32	32

Légende: Les *t* de Student sont donnés entre parenthèses. *, **, *** indiquent que le coefficient est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %.

4.1.2 Modèle complet

Le modèle naïf ne fait intervenir qu'un nombre limité de variables. Il semble donc intéressant de créer un nouveau modèle qui intégrerait toutes les variables présentées dans nos hypothèses. On remarque que comparé au modèle naïf, on perd légèrement de la force prédictive. Le R^2 ajusté reste cependant d'une ampleur élevée avec une valeur de 0,724.

Les résultats de l'analyse de régression montre que seulement trois variables sont statistiquement significatives. Ainsi, alors que l'alphabétisation est significative à un seuil de 1%, les variables « ratio de pauvreté » et « part des castes inférieures » le sont à un seuil respectif de 5 et 10%. Les signes des coefficients de régression obtenus sont identiques à ceux du modèle naïf.

Taux de fertilité par femme

Conformément à nos hypothèses, la fertilité exerce une influence positive sur l'absentéisme scolaire. En effet, les enfants sont considérés comme une source de revenus supplémentaires et représentent une assurance vieillesse pour les parents¹⁶¹. Le coefficient de régression de cette variable n'est cependant pas significatif.

La littérature souligne la forte fécondité au sein des castes inférieures. On observe pourtant dans notre analyse une corrélation négative forte entre ces deux variables¹⁶². Pour Dharmalingam (1996),

Bien que les pauvres et les riches considèrent les bénéfices économiques des enfants comme leur avantage principal, cette perception est plus marquée parmi ceux qui ont des terres que

¹⁶¹ Bénédicte Manier, *Le travail des enfants dans le monde*, Paris : Éditions La Découverte, 1999.

¹⁶² Le coefficient de corrélation est $r = -0,421$

parmi ceux qui n'en ont pas. Les paysans moyens et riches ont les moyens de production, terre et capital, à combiner à leur travail, et ceci leur apportera des bénéfices plus élevés qu'en vendant leur travail. Mais les sans-terre et les pauvres souffrent du manque de ces autres facteurs de production. Ceci peut expliquer pourquoi une proportion plus élevée des paysans pauvres et sans terres ne voit pas d'avantage au fait d'avoir beaucoup de fils (12%) comparé aux paysans moyens et riches (6 %) ¹⁶³.

On comprend donc mieux pourquoi les intouchables qui sont privés de terre préfèrent avoir moins d'enfants. Les études de Sumangala et Nagarajan (1993) montrent également que le taux de fécondité a tendance à augmenter avec les opportunités d'emplois ¹⁶⁴.

Accès au service de banque

L'accès au système bancaire influence de manière négative l'absentéisme scolaire. En effet, l'obtention de prêts permet aux familles d'être moins vulnérables aux risques et les encourage à scolariser leurs enfants. Le coefficient de régression pour cette variable n'est cependant pas significatif.

Dépense de l'État en matière d'éducation

Nous avons procédé à la transformation logarithmique de la variable « dépense en matière d'éducation ». En effet, cela permet de normaliser nos données. L'analyse de régression montre que cette variable n'est pas significative. Le signe négatif du coefficient de régression valide néanmoins

¹⁶³ A. Dharmalingam , « The social context of family size preference and fertility behaviour in a South Indian village. », *Genus*, 1996, vol. LII, n° 1-2, p.97

¹⁶⁴ Nagarajan, B. S. et Sumangala, *Economics of Child Labour and Fertility* (Delhi : B. R. publishing corporation, 1993)

notre hypothèse de départ selon laquelle le taux d'absentéisme scolaire est inversement proportionnel à l'investissement du gouvernement en matière d'éducation. On observe que cette variable est corrélée de manière négative avec la variable caste¹⁶⁵. La discrimination envers les castes inférieures se retrouve également au niveau des politiques gouvernementales. Cela est d'ailleurs illustré par la résurgence des partis fondamentalistes hindous depuis ces 30 dernières années. Ces partis d'extrême droite prônent une division rigide de la société selon le système de caste. Ils s'opposent notamment aux systèmes de quotas instaurés par le parti du Congrès pour améliorer les conditions de vie des intouchables.

4.1.3 Modèle partiel

Dans ce modèle, nous avons retiré les variables les plus corrélées aux autres : la variable caste et la variable alphabétisation. Le retrait de ces deux variables diminue considérablement la force prédictive de notre modèle. En effet, les variables restantes n'expliquent plus que 56,5% de la variance du taux d'absentéisme scolaire.

Alors que le ratio de pauvreté a perdu de sa significativité puisqu'il est désormais proche du seuil de 10%, on remarque que trois nouvelles variables sont devenues significatives. Le « taux de fertilité » est ainsi significatif à un seuil de 5%. Toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10% du nombre d'enfants par femme entraîne une hausse de 42% du taux

¹⁶⁵ Le coefficient de corrélation $r = -0,454$

d'absentéisme scolaire. Le coefficient de régression de la proportion de femme et celui de l'accès au service bancaire sont également significatifs à un seuil de 10%. L'influence exercée par les différentes variables reste la même que dans le modèle complet. On constate cependant que le signe du coefficient de régression de la variable « pourcentage de population rurale » est devenu positif. Cela confirme donc notre hypothèse de base selon laquelle, le milieu rural accentue l'exploitation infantile.

TABLEAU 5. Résultats de l'analyse de régression pour le modèle alternatif

	Modèle 5
Constante	56,046** (2,135)
Part des castes inférieures	0,106* (1,782)
Ratio de pauvreté	0,367*** (2,955)
Log Dépense de L'État en matière d'éducation	-5,403* (-1,573)
Pourcentage de population rurale	0,009 (0,917)
Discrimination fille	5,684* (1,536)
R² ajusté	0,514
N	32

*Légende: Les t de Student sont donnés entre parenthèses. *, **, *** indiquent que le coefficient est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %.*

4.1.4 Modèle alternatif

Dans ce modèle, nous avons intégré la variable dichotomique « discrimination des filles ». Nous n'avons retenu que les variables qui nous semblaient les plus importantes suite aux analyses précédentes. Pour éviter les erreurs de colinéarité, nous avons également retiré la variable alphabétisation. Ce modèle possède une force prédictive très moyenne avec un R^2 ajusté de 0,514.

La nouvelle variable que nous avons créée est significativement différente de zéro au seuil de 10%. Elle exerce une influence positive sur l'absentéisme scolaire. En effet, les familles considèrent souvent l'éducation des femmes comme inadaptée à la préparation de leur avenir. Les variables « part des castes inférieures » et « dépense de l'État en matière d'éducation » sont également significatives à un seuil de 10% tandis que la variable « ratio de pauvreté » l'est à 1%. La variable population rurale reste non significative.

Ce modèle se rapproche donc des hypothèses émises dans la littérature qui considère la pauvreté comme déterminant principal du travail infantile.

Dans les différents modèles présentés, on remarque que trois variables expliquent en parti le taux d'absentéisme scolaire : le ratio de pauvreté, le taux d'alphabétisation et la part de castes inférieures. Nous avons donc décidé de mener une nouvelle étude pour observer l'influence de ces variables sur l'absentéisme scolaire selon le sexe et le milieu de vie de l'enfant.

4.2 L'absentéisme scolaire selon le sexe

TABLEAU 6. Résultats de l'analyse de régression pour l'absentéisme scolaire selon le sexe

	Modèle 1 : Absentéisme scolaire	Modèle 2 : Absentéisme scolaire masculin	Modèle 3 : Absentéisme scolaire féminin
Constante	74,802*** (8,866)	61,448*** (6,770)	89,054*** (10,246)
Ratio de Pauvreté	0,197** (2,086)	0,217** (2,133)	0,173* (1,775)
Taux d'alphabétisation	-0,713*** (-6,831)	-0,560*** (-4,988)	-0,876*** (-8,148)
Part des castes inférieures	0,091** (2,262)	0,102** (2,363)	0,079* (1,918)
R² ajusté	0,746	0,656	0,784
N	32	32	32

*Légende: Les t de Student sont donnés entre parenthèses. *, **, *** indiquent que le coefficient est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %.*

Ces trois modèles présentent un R² ajusté de grande ampleur. On remarque que nos variables possèdent une force prédictive plus importante pour expliquer l'absentéisme scolaire féminin. En effet, celles-ci traduisent 78,4% de la variance du taux d'absentéisme scolaire dans le cas des filles contre seulement 65,6% dans le cas des garçons. Les signes obtenus pour chaque coefficient de régression sont conformes à nos hypothèses.

4.2.1 L'absentéisme scolaire masculin

L'alphabétisation possède le niveau de significativité le plus élevé avec un seuil de 1%. Plus la population est lettrée, moins grand sera l'absentéisme scolaire. Les parents qui savent lire et écrire seront donc moins susceptibles d'envoyer leurs enfants travailler. En effet, ceux-ci ont pu être renseignés sur leurs droits ainsi que sur ceux de leurs enfants. Ils connaissent également les bénéfices que procure une éducation de base. L'alphabétisation permet ainsi de passer outre certains préjugés sur la nécessité d'étudier.

Les variables « castes » et « ratio de pauvreté » sont également significatives à un seuil de 5%. En effet, pour un garçon, le fait d'appartenir à une caste inférieure et à une famille pauvre va accentuer les chances d'exploitation.

4.2.2 Absentéisme scolaire féminin

Les variables « castes » et « ratio de pauvreté » expliquent moins bien l'absentéisme scolaire dans le cas des filles. En effet, leurs coefficients de régression ne sont significatifs qu'à un seuil de 10%.

La variable « alphabétisation » conserve pourtant une significativité à un seuil de 1%. Le coefficient de régression prend d'ailleurs une valeur plus importante. Ainsi, si le taux d'alphabétisation augmente de 10%, ceteris

paribus, le travail des enfants féminin diminue de 8,8% tandis que celui des garçons ne s'amointrit que de 5,6%.

Nous avons montré dans le cas des garçons qu'une alphabétisation plus importante améliorerait la confiance des familles dans le système éducatif. On remarque également qu'elle permet de lutter contre les préjugés qui existent sur le statut de la femme. Ainsi comme le souligne Koffi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies :

L'élimination de la discrimination sexiste et l'autonomisation des femmes comptent parmi les principaux défis mondiaux actuels. Lorsque les femmes sont en bonne santé, instruites et libres de bénéficier des possibilités qui leurs sont offertes, les enfants s'épanouissent et les pays prospèrent, et l'on recueille ainsi un double dividende, pour les femmes et les enfants¹⁶⁶.

Le fait d'appartenir à une caste inférieure et à une famille pauvre va accentuer le problème dans le cas des filles. On remarque cependant que ces deux déterminants exercent un effet plus considérable sur l'absentéisme scolaire masculin.

4.3 L'absentéisme scolaire selon le milieu de vie

Le R^2 ajusté prend une valeur plus faible quand on tente d'expliquer l'absentéisme scolaire en milieu rural et en milieu urbain. En effet, nos 3 variables expliquent 62,1% de la variance du taux d'absentéisme scolaire en milieu urbain et 69,8% de la variance en milieu rural.

¹⁶⁶ UNICEF, *The State of the World's Children 2007* (Oxford : Oxford University Press, 2007)

TABLEAU 7. Résultats de l'analyse de régression pour l'absentéisme scolaire selon le milieu de vie

	Modèle 1 : Absentéisme scolaire	Modèle 2 : Absentéisme scolaire urbain	Modèle 3 : Absentéisme scolaire rural
Constante	74,802*** (8,866)	58,200*** (8,771)	75,386*** (7,476)
Ratio de Pauvreté	0,197** (2,086)	0,089 (1,197)	0,201* (1,774)
Taux d'alphabétisation	-0,713*** (-6,831)	-0,477*** (-5,807)	-0,720*** (-5,771)
Part des castes inférieures	0,091** (2,262)	-0,009 (-0,284)	0,143*** (2,972)
R² ajusté	0,746	0,621	0,698
N	32	32	32

*Légende: Les t de Student sont donnés entre parenthèses. *, **, *** indiquent que le coefficient est significatif respectivement au seuil de 10 %, 5 % et 1 %.*

4.3.1 L'absentéisme scolaire en milieu urbain

L'analyse de régression montre que seule la variable alphabétisation est significative en milieu urbain. Ainsi, c'est principalement l'éducation des parents qui va influencer sur la probabilité des enfants à aller travailler ou étudier.

Le fait d'appartenir à une basse caste ou à une famille pauvre n'influence donc pas l'accès à l'école. En effet, « la colonisation et l'occidentalisation, la lutte politique pour l'indépendance, la démocratie et la

mondialisation ont bouleversé cet ordre socioreligieux des castes au point de parfois l'effacer¹⁶⁷ ». On remarque d'ailleurs que contrairement à nos hypothèses le coefficient de régression de la variable « castes » est négatif.

De plus, l'accès à l'éducation pour toutes les couches de la population est facilité en ville. En effet, il existe plus d'infrastructures, les capacités d'accueil sont plus importantes et la distance entre le foyer et l'école est plus courte¹⁶⁸.

4.3.2 Absentéisme scolaire en milieu rural

On remarque dans ce dernier cas que deux variables sont significatives à un seuil de 1% : l'alphabétisation et la part des castes inférieures. Le coefficient de régression du ratio de pauvreté est également significatif mais à un seuil de 10%.

En milieu rural, l'appartenance à une caste inférieure exerce donc une grande influence sur l'accès à l'éducation. Une étude de Human Right Watch énonce d'ailleurs que:

Of all forms of bondage, agriculture is most closely linked to caste; the caste system is most deeply entrenched in rural areas. Landlords are high caste, small landowners are of lower cast, and the landless and bonded labourers are primarily the Dalits. In rural areas, the master-slave relationship between the castes is not confined to land but permeates every aspect of village life¹⁶⁹.

¹⁶⁷ Odette Louiset, «Castes en villes», *revue d'urbanisme*, n. 355, 2007

¹⁶⁸ Sylvaine Bernard, *Le travail des enfants en Inde*, 2002. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc> (Page consultée le 4 mars 2008)

¹⁶⁹ Human Rights Watch Asia, «The Small Hands of Slavery: Bonded Child Labor in India», *Social Science*, 1996.

L'éducation des parents à travers le taux d'alphabétisation joue également un rôle prépondérant dans l'accès des enfants à l'éducation. En effet, l'alphabétisation permet de lutter contre les préjugés qui existent sur les méfaits de l'éducation, le statut inférieur de la femme et des intouchables.

L'effet marginal de la pauvreté sur l'absentéisme scolaire est plus faible que celui des deux autres variables.

CONCLUSION

Le travail des enfants en Inde est particulièrement problématique. On constate qu'en valeur absolue, c'est le pays qui emploie le plus d'enfants dans le monde. La plupart des ces enfants travaillent en milieu rural et plus spécifiquement dans l'agriculture. Plus de 44 millions d'enfants s'adonnent à des tâches dangereuses et le phénomène de servitude pour dette persiste toujours¹⁷⁰. Les normes que le gouvernement a mises en place pour assurer la protection des enfants se sont avérées dans bien des cas inefficaces. Jaiswal considère d'ailleurs que les initiatives gouvernementales pour abolir le travail des enfants sont insuffisantes¹⁷¹. Ceci se reflète d'ailleurs dans les statistiques officielles qui n'estiment qu'à 13 millions le nombre d'enfants travailleurs.

La littérature s'entend pour dire que la pauvreté apparaît comme le déterminant principal du travail des enfants. Ces études négligent pourtant le rôle de déterminants socioculturels et politiques. L'objectif de ce mémoire a donc été de déterminer quels sont les facteurs qui influencent réellement le travail des enfants.

Ainsi, grâce à une technique économétrique de régression multivariée appliquée aux différents États indiens, on constate que la pauvreté n'a qu'un effet marginal secondaire sur l'exploitation. En effet, le premier vecteur du travail infantile réside dans l'éducation des parents et la confiance que ceux-ci

¹⁷⁰ Traver, E.K et Larson D, *Child Labor, a global view* (London: Greenwood Press, 2004)

¹⁷¹ Jaiswal, P. *Child labour, a sociological study*. (New Delhi: Shipra Publications, 2000)

ont dans le système éducatif. Quand les parents savent lire et écrire, ils sont conscients de leurs droits ainsi que de ceux de leurs enfants. Il est également plus facile de les sensibiliser aux problèmes liés à l'exploitation infantile et les encourager à envoyer leurs enfants étudier. Sylvaine Bernard affirme d'ailleurs que « les familles pauvres de l'Andhra Pradesh retirent volontiers leurs enfants du travail pour les inscrire dans les écoles, si on les y encourage¹⁷² ».

L'éducation est également un moyen de lutter contre les préjugés qui existent en Inde notamment concernant le statut de la femme. Seulement deux femmes sur cinq savent lire ou écrire en Inde et environ 40% des indiennes de moins de 14 ans ne vont pas à l'école¹⁷³. Les familles considèrent comme inutile de les éduquer car leur rôle futur sera de s'occuper des tâches ménagères. Ces préjugés et cette discrimination qu'elles subissent représentent le fondement de leur exploitation.

La discrimination envers les intouchables apparaît comme le deuxième déterminant principal du travail des enfants en Inde. En effet, l'organisation de la société en système de castes influence l'accès au marché du travail ainsi que l'accès à l'éducation. Notre analyse de régression conforte l'hypothèse selon laquelle les enfants des castes supérieures sont plus propices à aller étudier que ceux des castes inférieures. La variable « castes » n'est cependant significative qu'en milieu rural. En effet, le poids des castes s'est affaibli dans les villes indiennes avec la mondialisation. De plus, la présence d'une plus grande

¹⁷² Sylvaine Bernard, *Le travail des enfants en Inde*, 2002. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc> (Page consultée le 4 mars 2008)

¹⁷³ L'ONU travaille pour tous, *Qu'est-ce qui se passe ? L'éducation des filles en Inde*. En ligne. <<http://www.un.org/french/works/goingon/india/girlseducation.html>>. (Page consultée le 28 Mars 2008)

infrastructure et la mise en place d'un système de quotas ont permis de faciliter l'accès à l'éducation des Dalits en ville. Dans le cas de l'exploitation féminine, bien que l'appartenance à une caste inférieure accentue le problème, elle ne constitue qu'un déterminant secondaire.

Le travail des enfants en Inde tire donc principalement ses sources de déterminants socioculturels. La pauvreté ne joue donc qu'un rôle marginal secondaire sauf dans le cas de l'exploitation des garçons et l'exploitation en milieu rural où elle exerce une influence plus importante.

Les autres variables que nous avons introduites dans l'équation de régression, notamment le taux de fertilité moyen par femme, le taux de service bancaire ou encore l'investissement en matière d'éducation, ne se sont pas avérées significatives. Elles sont d'ailleurs fortement corrélées aux trois variables discutées précédemment.

Les résultats de notre analyse montrent donc que le travail des enfants en Inde est en forte relation avec les traditions qui y perdurent. L'instauration de la gratuité de l'école n'a pas été suffisante pour lutter contre l'exploitation infantile. Le système éducatif est en effet souvent inadapté aux besoins de la population. Les savoirs tribaux sont ignorés ou méprisés, la langue de l'apprentissage est parfois mal maîtrisée, la distance des écoles est trop grande¹⁷⁴. Il est donc nécessaire en Inde de travailler sur une stratégie pour améliorer la confiance des familles en l'école comme vecteur de réussite. En effet, le travail des enfants est un cercle vicieux que seul l'éducation peut

¹⁷⁴ Sylvaine Bernard, Le travail des enfants en Inde, 2002. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc> (Page consultée le 4 mars 2008)

éliminer de manière drastique. Dans une interview à la chaîne de Radio France International, Swami Agnivesh, important militant des Droits de l'Homme en Inde nous dit que « si l'on donnait 100 roupies par mois aux familles, si on fournissait le repas du midi, les uniformes, les livres, ces familles pauvres enverraient leurs enfants à l'écoles. C'est l'investissement minimum qu'un gouvernement peut ou doit faire pour construire des fondations solides au développement économiques et social du pays¹⁷⁵ ». Le Kerala doit servir de modèle aux autres États. En effet, de nombreuses campagnes ont été menées par le gouvernement de cet État pour une amélioration du statut de la femme, pour mettre en valeur les bienfaits du système éducatif...

Enfin, en vue de chercher des solutions efficaces au problème de l'exploitation infantile, ce mémoire montre qu'il est très important de considérer différemment le travail des garçons et des filles ainsi que le travail en milieu rural et en milieu urbain. En effet, dans ces différents cas, les déterminants du problème n'agissent pas de la même façon. Une campagne de lutte contre la discrimination des intouchables en ville aura ainsi un impact moindre qu'une campagne sur la discrimination des filles.

Les résultats de notre analyse nous montrent cependant que notre méthodologie présente certaines limites qui peuvent être améliorées. En effet, nous ne travaillons qu'à partir d'une population de 32 États et territoires indiens. Le recours à un échantillon plus grand en utilisant par exemple les données des districts indiens rendraient notre recherche plus pertinente. De

¹⁷⁵ Radio France Internationale, « Le travail des enfants en Inde », 5 Janvier 2008. En ligne. <http://www.rfi.fr/radiofr/editions/072/edition_18_20080105.asp> (page consultée le 21 Mars 2008)

plus, tout au long de ce mémoire, nous avons essayé de ne pas tirer des conclusions d'ordre individuel à partir des données agrégées et d'ainsi commettre une erreur écologique. Pour éviter ce problème, il est également possible de recourir directement à des enquêtes nationales individuelles.

On remarque que d'autres facteurs influençant le travail des enfants n'ont pu être étudiés dans ce mémoire. Il serait ainsi intéressant d'introduire des variables politiques dans notre modèle et d'étudier par exemple si la présence plus ou moins prolongée de certains partis politiques au pouvoir dans certains États a une incidence sur le phénomène du travail des enfants. De plus, la composition religieuse ou ethnique des États en général influence-t-elle le problème? Enfin, il serait intéressant d'approfondir la recherche que nous n'avons pas pu mener du fait du manque de données sur la relation existante entre l'ouverture économique d'un État et l'exploitation infantile.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ambassade de l'Inde à Washington DC. « Child labour and India ». En ligne
<http://www.indianembassy.org/policy/Child_Labor/childlabor.htm>
(page consultée le 6 Mars 2007)

Amin, Samir. (1986). *La déconnexion*. Paris : La Découverte.

Baddache, Farid. 2004. *Entreprises et ONG face au développement durable, l'innovation par la coopération*. Paris: L'Harmattan.

Basu K et Van. 1998. "The Economic of Child Labour", *American Economic Review*, Vol 88 (3). Pp 412-427.

Bequele, Assefa et Jo Boyden. 1990. *L'enfant au travail*. Paris : Fayard.

Bernard, Sylvaine. 2002. *Le travail des enfants en Inde*. En ligne : <doc-aea.aide-et-action.org/data/anne/le_travail_des_enfants_en_inde.doc>
(page consultée le 4 mars 2008)

Bhukuth Augendra. 2004. « Le travail des enfants : une revue de la littérature économique récente », *Éthique et économique*, n.2.

BIT. 1998. *L'abolition des formes extrêmes de travail des enfants*. Genève : Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

BIT. 2006. *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée*. Genève : Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

BIT. «Child labour and responses: India». En ligne : <http://www.ilo.org/public/english/region/asro/newdelhi/ipee/responses/india/national.htm> (page consultée le 23 Décembre 2007)

Bonnet, Michel. 1998. *Regards sur les enfants travailleurs : Analyse et études de cas*. Lausanne : Éditions Page deux.

Burra, Neera. 1997. *Born to Work: Child labour in India*. Oxford: Oxford University Press.

Cadiou, Aude. 2002. *Le Travail des enfants*. Mémoire pour le diplôme d'Études Approfondies de Droit Privé. Faculté de Droit et de Sciences Politiques. Université de Nantes.

Centre de Recherche pour le Développement international, « L'Inde pays des filles disparues ». En ligne. < http://www.idrc.ca/fr/ev-95719-201-1-DO_TOPIC.html > (page consultée le 15 Mars 2008)

Couralet, Pierre Emmanuelle. 2002. *Une analyse économique du travail des enfants*. Paris : Thèse de doctorat EHESS.

Daumal, Marie. « Travail des enfants et échanges commerciaux : Études empiriques sur deux États indiens ». En ligne : <<http://www.dauphine.fr/globalisation/daumal.pdf> > (Page consultée le 10 Décembre 2007)

Desai, Sonalde. 1994. *Gender Inequalities and Demographic Behavior: India*. New York: The Population Council.

Diallo, Yacouba. 2001. « Les déterminants du travail des enfants en Côte d'Ivoire », *Documents de travail n.55*. Bordeaux : Centre d'économie du développement, Université Montesquieu.

Durand, Claire. « Note de cours : Régression multiple ». En ligne : <http://www.mapageweb.umontreal.ca/durandc/Enseignement/MethodesQuantitatives/REGRES.pdf> (Page consultée le 21 Janvier 2008)

Edmonds, Eric. « Comprendre le travail des enfants : Tendances, formes et causes ». En ligne. <<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0505/ijef/edmonds.htm> > (Page consultée le 21 Décembre 2007)

Encyclopédie Encarta. « Castes ». En ligne <http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia761565041/castes_syst%C3%A8me_de.html > (Page consultée le 17 Février 2008)

Frank, André Gunder. (1970). *Le développement du sous-développement*. Paris: Maspéro.

Grootaert, Christian. 1999. *The policy Analysis of Child Labor : A comparative Study*. New York: St. Martins Press.

Grootaert, Christian et Kanbur, Ravi. 1995. « Child Labor: A Review ». *World Bank Policy Research Working Paper*, n°1454.

Government of India. « National sample survey Organisation ». En ligne : http://www.mospi.nic.in/mospi_about_nssso.htm (page consultée le 14 Janvier 2008)

- Government of India, Planning Commission. «Statewise poverty ratio». En ligne : <<http://www.infochangeindia.org/indiastatsreport.jsp>> (page consultée le 13 Janvier 2008)
- Human Rights Watch Asia. 1996. «The Small Hands of Slavery: Bonded Child Labor in India», *Social Science*.
- International Committee of the Red Cross, « Convention relative aux Droits de l'Enfant : Inde ». En ligne : <http://www.icrc.org/dih.nsf/NORM/374D0498AE3AAF8DC12563FF0047B023?OpenDocument> (page consultée le 3 Janvier 2008)
- Jacoby H., et E. Skoufias. 1998. «Testing Theories of Consumption Behavior using Information on aggregate Shocks: Income Seasonality and Rainfall in Rural India». *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 80, n°1: 1-14.
- Jaiswal, P. 2000. *Child labour, a sociological study*. New Delhi: Shipra Publications.
- Jaffrelot, Christophe. 2004. « L'Inde rétive au libéralisme totale », *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2004 : 24-27.
- Jensen P. and Nielsen H.S. 1996. "Child Labour or School Attendance? Evidence from Zambia", *Working Paper 96-14*, Denmark : University of Aarhus.
- Labenne S. 1996. «Les déterminants du travail des enfants en Inde», *Papers Number 166*. <http://ideas.repec.org/p/fth/nodapa/166.html>
- Louiset, Odette. 2007. «Castes en villes», *revue d'urbanisme*, n°355.
- Marx, Karl et F. Engels. 1998. *Manifeste du parti communiste*. Paris : Flammarion.
- Manier, Bénédicte. 1999. *Le travail des enfants dans le monde*. Paris : La Découverte.
- Mendes, Errol. 2004. mise à jour du 14 septembre. *Exploitation du travail des enfants en Inde : A la recherche des causes fondamentales*, Université d'Ottawa, Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne. En ligne. <<http://www.cdp-hrc.uottawa.ca/publicat/bul3211f.html>> (page consultée le 06 mars 2007)

- Modalisa. «Régression multiple». En ligne : <<http://www.modalisa.com/Lexique/Regmulti.html>> (Page consultée le 14 Janvier 2008)
- Monestier, Martyin. 1998. *Les enfants esclaves*. Paris : Cherche Midi Éditeur.
- Naidu M.C. and K. Dasaratha Ramaiah. 2006. « Child labour in India : an overview », *Journal of Social Sciences*, Vol. 13, n°3 : 199-204.
- Nagarajan, B. S. et Sumangala. 1993. *Economics of Child Labour and Fertility*. Delhi : B. R. Publishing Corporation.
- Nangia, P. 1987. *Child Labour: cause-effect syndrome*. New Delhi: Janak Publishers.
- Nielsen H.S et Dubey A. 2002. "Child labour in rural India : a micro-economic perspective", *The Indian Journal of Labour economics*, Vol 45, n.3.
- OIT. 1999. *Convention sur les pires formes du travail des enfants*. Genève : Conseil d'administration du Bureau international du Travail.
- OIT. 2004. *Addressing the Exploitation of Children in Scavenging (Waste Picking): a Thematic Evaluation of Action on Child Labour*. Genève : Conseil d'administration du Bureau international du Travail.
- ONU. 1989. *Convention des droits de l'enfant*. Genève : Assemblée générale des Nations Unies.
- Parsons and Goldin. 1989. "Parental Altruism and Self-Interest: Child Labour among Late Nineteenth-Century American Families", *Economic Inquiry*, 27. Pp 637-659
- Pierrat Eric, « Fiche signalétique : L'inde », En ligne : < <http://www.missioneco.org/Inde/infopays.asp> > (page consultée le 9 Février 2008)
- Racine, Jean-Luc. 2003. « L'Inde et l'ordre du monde », *Hérodote*, n. 108 : 91-112.
- Radio France Internationale, « Le gouvernement veut protéger les bébés filles », 4 Mars 2008. En ligne. <http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_63508.asp> (page consultée le 12 Mars 2008)
- Radio France Internationale, « Le travail des enfants en Inde », 5 Janvier 2008. En ligne. <http://www.rfi.fr/radiofr/editions/072/edition_18_20080105.asp> (page consultée le 21 Mars 2008)

- Rammohan A. 1998. "Old-Age Security versus Current Consumption: The Forgotten Role of Child Labour", Working Papers in Economics, n° 98. 06 May 1998.
- Registrar General of India. 2001. *Census of India 2001*. New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs.
- Rostow. (1963). *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Le Seuil.
- Sadasivan Nair P. et Véron Jacques. 2002. « L'Inde : un milliard d'habitants en 2001 », *Les Cahiers de l'Ined*, n°149: 227-243.
- Schlemmer, Bernard. 1996. *L'enfant exploité: oppression, mise au travail, prolétarianisation*. Paris : Karthala - Orstom.
- Sudha, S. et Rajan, I. S. 1999. « Female Demographic Disadvantage in India 1981-1991: Sex Selective Abortions and Female Infanticide », *Development and Change*, Vol. 30, n°3: 585-618.
- Traver, E.K et Larson D. 2004. *Child Labor, a global view*. London : Greenwood Press.
- Teulon, F. 2005. « L'affirmation du tiers-monde après les indépendances », chapitre 2 dans *Problèmes économiques contemporains, les pays en développement*. Paris : Hachette : 27-34.
- Trigilia C. 2002. «La modernisation et le développement des régions sous-développées» Chapitre 7 in *Sociologie économique*. Paris : A. Colin.
- UNICEF. 2007. *The State of the World's Children 2007*. Oxford : Oxford University Press.
- UNICEF. « Monitoring the situation of children and women ». En ligne : <http://www.childinfo.org/> (Page consultée le 14 Février 2008)
- Vemuri, S. and Anand, A. 1998. «A Survey on Child Labour». *Kurukshetra*, 57(3): 46-51.

ANNEXE 1 – Absentéisme scolaire chez les 6-13 ans

	Absentéisme scolaire chez les 6-13 ans (%)	Absentéisme scolaire féminin chez les 6-13 ans (%)	Absentéisme scolaire masculin chez les 6-13 ans (%)	Absentéisme scolaire rural chez les 6-13 ans (%)	Absentéisme scolaire urbain chez les 6-13 ans (%)
Andhra Pradesh	33.8	39.5	28.0	35.8	28.7
Arunachal Pradesh	51.7	52.6	50.7	55.1	39.7
Assam	37.3	40.8	33.9	38.0	30.5
Bihar	53.8	59.1	48.5	55.8	42.2
Goa	19.3	20.0	18.6	18.4	20.2
Gujarat	32.9	37.7	28.5	38.1	23.9
Haryana	28.9	31.0	27.2	29.4	27.8
Himachal Pradesh	18.0	18.3	17.8	18.3	15.9
Jammu et Kashmir	33.9	37.0	30.9	35.4	27.7
Karnataka	29.1	31.5	26.8	31.1	24.7
Kerala	13.2	12.6	13.7	12.2	15.4
Madhya Pradesh	38.7	42.1	35.4	41.8	29.6
Maharashtra	22.7	21.7	23.5	24.3	19.5
Manipur	40.9	42.7	39.0	45.5	31.5
Meghalaya	59.4	58.3	60.6	64.6	32.5
Mizoram	30.0	30.5	29.5	40.7	22.6
Nagaland	32.3	33.7	31.1	35.6	22.4
Orissa	37.6	42.3	33.1	39.2	28.7
Punjab	28.5	28.5	28.5	29.6	26.1
Rajasthan	37.6	45.1	31.0	40.4	26.8
Sikkim	34.9	34.8	35.0	35.6	26.0
Tamil Nadu	21.9	22.7	21.2	22.8	20.0
Tripura	28.8	30.2	27.4	29.9	21.8
Uttar Pradesh	42.8	46.3	39.6	42.8	43.0
West Bengal	40.7	43.3	38.2	42.7	33.7
A et N islands	19.7	19.0	20.3	20.2	18.1
Chandigarh	23.1	21.2	24.8	26.2	22.6
Dadra et Nagar Haveli	36.5	42.3	30.8	37.5	28.2
Daman et Diu	24.3	27.1	21.6	23.9	24.7
Delhi	27.3	28.6	26.2	27.4	27.3
Lakshadweep	16.6	14.8	18.1	17.9	15.7
Pondychny	19.9	19.0	20.6	20.9	19.2

Source : UNICEF, « Multiple Indicator Survey », Novembre 2001. En ligne : <http://www.childinfo.org/MICS2/newreports/india/india.pdf> (page consultée le 21 Janvier 2008)

ANNEXE 2 – Présentation des variables utilisés dans l'analyse de régression (1)

	Castes inférieures (%)	Ratio de pauvreté (%)	Service de Banque (%)	Population rurale (%)	Taux de fertilité par femme
Andhra Pradesh	22.8	15.77	31.0	72.7	2.25
Arunachal Pradesh	64.8	33.47	37.3	79.25	2.77
Assam	19.3	36.09	20.5	87.1	3.17
Bihar	16.6	42.6	21.3	89.54	4.11
Goa	1.8	4.4	72.8	50.24	1.91
Gujarat	21.9	14.07	37.8	62.64	3.15
Haryana	19.3	8.74	45.2	71.08	3.09
Himachal Pradesh	28.7	7.63	59.5	90.2	2.77
Jammu et Kashmir	18.5	3.48	36.5	75.19	3.25
Karnataka	22.8	20.04	40.0	66.01	2.56
Kerala	11.0	12.72	51.1	74.04	2.26
Madhya Pradesh	35.4	37.43	27.9	73.54	4.17
Maharashtra	19.1	25.02	48.1	57.57	2.64
Manipur	37.0	28.54	8.7	73.42	3.3
Meghalaya	86.4	33.87	20.8	80.42	4.5
Mizoram	94.5	19.47	31.8	50.37	1.69
Nagaland	89.1	32.67	15.9	82.77	3.51
Orissa	38.7	47.15	24.2	85.01	3.09
Punjab	28.9	6.16	48.5	66.08	2.58
Rajasthan	29.7	15.28	28.9	76.61	4.16
Sikkim	25.6	36.55	29.7	88.93	2.52
Tamil Nadu	20.0	21.12	22.8	55.96	2.27
Tripura	48.4	34.44	26.5	82.94	1.99
Uttar Pradesh	21.2	31.15	44.1	79.22	4.75
West Bengal	28.5	27.02	36.8	72.03	2.29
A et N islands	8.3	20.99	64.0	67.37	2.06
Chandigarh	17.5	5.75	64.9	10.23	2.13
Dadra et Nagar Haveli	64.1	17.14	30.6	77.11	4.14
Daman et Diu	11.9	4.44	47.6	63.75	2.15
Delhi	16.9	8.23	51.0	6.82	2.21
Lakshadweep	94.5	15.6	51.7	55.54	3.3
Pondychery	16.2	21.67	31.7	33.43	1.94

Sources :

- 1) UNICEF, « Multiple Indicator Survey », Novembre 2001. En ligne : <http://www.childinfo.org/MICS2/newreports/india/india.pdf> (page consultée le 21 Janvier 2008)
- 2) Government of India, Planning Commission. « Statewise poverty ratio ». En ligne : <http://www.infochangeindia.org/indiastatsreport.jsp> (page consultée le 13 Janvier 2008)
- 3) Registrar General of India. 2001. *Census of India 2001*. New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs.

ANNEXE 3 – Présentation des variables utilisés dans l'analyse de régression (2)

	Part de femmes dans la population (%)	Dépense per capita en matière d'éducation (Rs)	Taux d'alphabétisation (%)	Taux d'alphabétisation féminine (%)	Discrimination féminine (0/1)
Andhra Pradesh	49.4	605.8	61.11	51.17	1
Arunachal Pradesh	47.4	1539.0	54.74	44.24	1
Assam	48.2	1108.0	64.28	56.03	0
Bihar	47.9	488.4	47.53	33.57	1
Goa	49.0	2619.0	82.32	75.51	0
Gujarat	47.9	856.3	69.97	58.6	1
Haryana	46.3	893.9	68.59	56.31	1
Himachal Pradesh	49.2	1378.0	77.13	68.08	0
Jammu et Kashmir	47.4	1000.0	54.46	41.82	1
Karnataka	49.1	880.2	67.04	57.45	0
Kerala	51.4	1209.0	90.92	87.86	0
Madhya Pradesh	47.9	577.4	64.11	50.28	1
Maharashtra	48.0	1161.0	77.27	67.51	0
Manipur	49.5	1448.0	68.87	59.7	0
Meghalaya	49.4	1243.0	63.31	60.41	0
Mizoram	48.4	2568.0	88.49	86.13	0
Nagaland	47.6	1282.0	67.11	61.92	0
Orissa	49.3	561.8	63.61	50.97	1
Punjab	46.6	952.0	69.95	63.55	0
Rajasthan	48.0	707.3	61.03	44.34	1
Sikkim	46.7	2927.0	69.68	61.46	0
Tamil Nadu	49.7	859.1	73.47	64.55	0
Tripura	48.7	1698.0	73.66	65.41	0
Uttar Pradesh	47.3	503.1	57.36	42.98	1
West Bengal	48.3	663.0	69.22	60.22	0
Andaman et Nicobar Islands	45.8	3044.0	81.18	75.29	0
Chandigarh	43.6	2352.0	81.76	76.65	0
Dadra et Nagar Haveli	44.8	1017.0	60.03	42.99	1
Daman et Diu	41.5	1446.0	81.09	70.37	0
Delhi	45.1	1131.0	81.82	75.0	0
Lakshadweep	48.6	3967.0	87.52	81.56	0
Pondichery	50.0	2236.0	81.49	74.13	0

Sources:

- 1) Government of India, Planning Commission. «Statewise poverty ratio». En ligne : <<http://www.infochangeindia.org/indiastatsreport.jsp>> (page consultée le 13 Janvier 2008)
- 2) Registrar General of India. 2001. *Census of India 2001*. New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs.

ANNEXE 4 – Résumé statistique des variables utilisées

Variables	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Écart-type
Absentéisme scolaire chez les 6-13 ans (%)	32	13,2	59,4	31,8	10,9
Absentéisme scolaire féminin chez les 6-13 ans (%)	32	12,6	59,1	33,6	12,2
Absentéisme scolaire masculin chez les 6-13 ans (%)	32	13,7	60,6	30,0	10,1
Absentéisme scolaire rural chez les 6-13 ans (%)	32	12,2	64,6	33,7	12,0
Absentéisme scolaire urbain chez les 6-13 ans (%)	32	15,4	43,0	26,1	7,0
Ratio de pauvreté (%)	32	3,48	47,2	21,5	12,4
Population rurale (%)	32	6,82	90,2	67,4	20,2
Service de Banque (%)	32	8,7	72,8	37,8	15,3
Dépense per capita en matière d'éducation (Rs)	32	488,4	3967,0	1403,8	857,1
Taux de fertilité par femme	32	1,69	4,8	2,9	0,8
Castes inférieures (%)	32	1,8	94,5	33,7	26,0
Part de femmes dans la population (%)	32	41,5	51,4	47,8	2,0
Taux d'alphabétisation (%)	32	47,53	90,9	70,6	10,8

Sources :

- 1) UNICEF, « Multiple Indicator Survey », Novembre 2001. En ligne : <<http://www.childinfo.org/MICS2/newreports/india/india.pdf>> (page consultée le 21 Janvier 2008)
- 2) Government of India, Planning Commission. « Statewise poverty ratio ». En ligne : <<http://www.infochangeindia.org/indiastatsreport.jsp>> (page consultée le 13 Janvier 2008)
- 3) Registrar General of India. 2001. *Census of India 2001*. New Delhi: Office of the Registrar General of India, Ministry of Home Affairs.